

MÉMOIRES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Revue de la Société
de l'Histoire et de la Vie
à Sevrans

*Sevrans, Westinghouse
et autres industries.*



La Société de l'Histoire et de la Vie à Sevrans fêtera l'an prochain ses vingt ans d'existence.

De nouveaux membres l'ont rejointe qui participent activement à ses travaux. Ils apporteront le renouveau dont avaient grand besoin les membres fondateurs encore à l'ouvrage. Notre association pourra avec leur aide poursuivre ses objectifs de mise à disposition de nos documents, de diffusion auprès de tous ceux que cela intéresse, à titre professionnel, culturel ou de simple curiosité personnelle, des connaissances accumulées sur l'histoire de la ville et de sa population.

Ils auront besoin que d'autres encore les rejoignent pour mener à bien les recherches, le recueil de témoignages, la rédaction et la fabrication de la revue, la conception et la réalisation de l'exposition, le développement du contenu du site Internet etc.

Les possibilités de collaboration ne manquent pas, nous devons accueillir toutes les bonnes volontés et susciter l'intérêt de ceux qui ayant quelque disponibilité aimeraient participer à nos travaux.

C'est ainsi que perdurera notre société pour l'information et la culture des nouvelles générations de Sevransais.



Sommaire

- | | | | |
|----|--------------------------------------|----|---|
| 2 | Aux origines des « freins » | 28 | Westinghouse, état des lieux |
| 3 | Westinghouse, souvenirs de 2 anciens | 29 | PRESTINOX, STI, INTERARNAUD, SILEXORE, |
| 13 | Grèves à l'usine Westinghouse 42-43 | 35 | 2000-2010, retenir le temps qui passe |
| 17 | Westinghouse, Adieu | 37 | KODAK a pris ses clics et ses clacs (2) |
| 21 | Une baleine au bord de l'Ourcq ?, | 44 | Vie de l'association |
| 22 | Mes années à la CFSW | 46 | Sources pour l'histoire locale |
| 26 | Démantèlement de la Westing'... | | |



Aux origines des « freins ».

MARTIN, WESTINGHOUSE, GARGAN, sans eux que serait Freinville ?

par Jean-Pierre FERRAND

Tout jeune, George WESTINGHOUSE travailla dans les ateliers paternels où il s'initia à la mécanique. Spécialisé dans l'industrie électrique, il inventa un certain nombre d'appareils pour la distribution de la lumière et force par courants alternatifs. Westinghouse industrialisa ses créations et produisit des moteurs monophasés pour tramways et d'autres appareils électriques.

Mais l'invention qui le rendit célèbre en 1869, fut celle du système de freinage qui porte son nom, le frein continu à air comprimé, qui équipe aujourd'hui tous les trains du monde.

Un inventeur français, Désiré-André MARTIN, né à Rouen le 07/01/1822 en avait pourtant imaginé le système dès 1860, mais il ne parvint pas à convaincre les Compagnies Françaises de Chemins de Fer d'utiliser son invention et, faute d'argent, il laissa périmer les brevets.



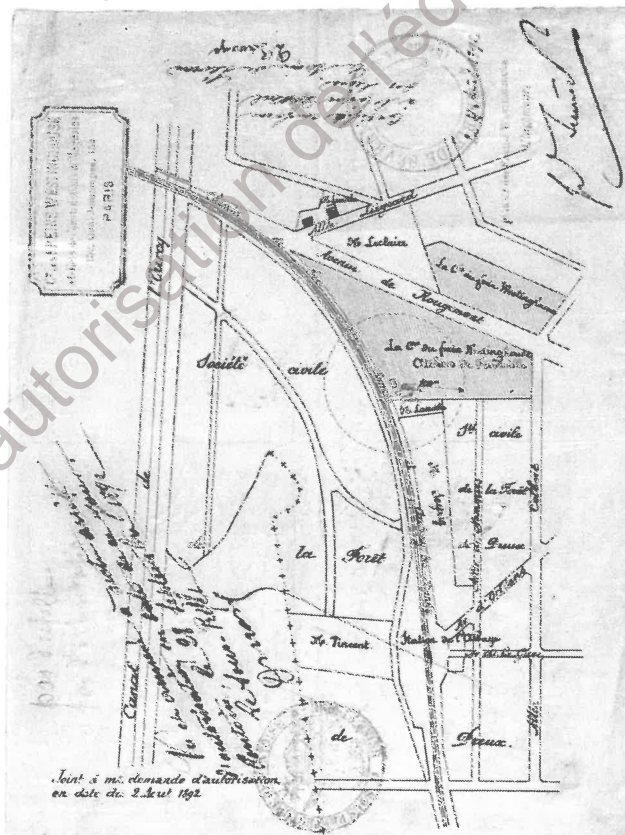
Désiré-André Martin

WESTINGHOUSE ayant perfectionné le système, le frein continu à air comprimé fut adopté par les Compagnies de Chemins de Fer aux États-Unis et en Europe.

On dit que les Compagnies françaises, reconnaissant leur faute antérieure, firent à Désiré MARTIN, une pension alimentaire. Il

mourut néanmoins dans la misère en sa ville natale le 14/09/1894.

La Compagnie des Freins et Signaux Westinghouse s'est implantée en 1892 à Sevrans pour y exploiter les brevets de George Westinghouse concernant les freins ferroviaires.



Plan annexé à un arrêté préfectoral du 28 septembre 1892 (AM Sevrans, cliché SHVS)

Cette implantation contribuera à façonner l'espace environnant loti par la Société Civile de la Forêt de Dreux. Au point que ce quartier où s'installèrent les familles des ouvriers de l'usine sera nommé Freinville. Tout comme la halte le desservant sur la ligne de chemin de fer initié par M GARGAN. Ligne qui ne fut pas pour rien dans le choix du site.

La forte identité de cette population la fit souhaiter sans succès l'autonomie par rapport à Sevrans dont le bourg bien lointain lui semblait étranger. ■

Sources :

Biographies rouennaises <http://www.rouen-histoire.com>, Archives municipales de Sevrans.

WESTINGHOUSE, souvenirs de deux anciens.

Deux ouvriers évoquent leur vie à l'usine WESTINGHOUSE.

par Jacques MORTUREUX

Le premier a débuté sa vie professionnelle à Freinville et y est resté jusqu'en 1985. Le second n'y est resté que huit ans pour terminer en 2010 à Claye-Souilly. Tous deux sont unanimes : leurs meilleurs souvenirs d'ouvrier sont attachés à l'usine de Freinville.

Michel BEZARD

Il est né le 5 août 1948

Demeurant à Aulnay, après examen, il est entré en apprentissage, en 1963 à la Poudrerie Nationale de Sevran. Après 3 années de formation, il obtient le CAP d'ajusteur.

Une relation familiale lui permet d'être embauché à la Compagnie des Freins et Signaux Westinghouse (C.F.S.W.) en 1966 en qualité d'apprenti.

Il a 18 ans et entre au montage et commence par poser des flexibles (tuyaux servant à transporter l'air comprimé nécessaire au freinage) sur des appareils. Le montage était effectué à la main. Pendant un mois, il a pratiqué des opérations ennuyeuses et répétitives..

Les clients renvoyaient les matériels qui avaient déjà fonctionné, mais qui étaient source de pannes. Démontage, changement des caoutchoucs, nettoyage et envoi ensuite au montage pour réparations. Le matériel renvoyé au client était garanti.

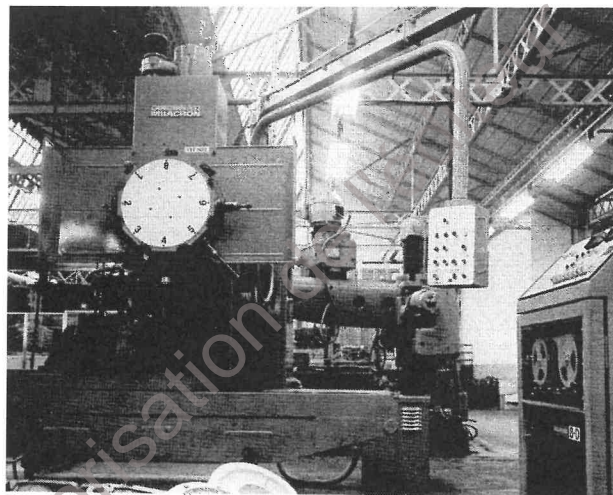
A l'époque, avec un CAP et pendant 6 mois, Michel BEZARD fut qualifié de jeune professionnel. Toujours après l'essai, il devint P1.

Il change d'affectation pour occuper une place disponible à la réparation de tous les composants du freinage des camions.

Les clients envoyaient les matériels qui étaient nettoyés remis en état essayés puis envoyés en réparations.

En mai 68, Michel BEZARD est appelé sous les drapeaux (c'était l'expression consacrée aux jeunes gens en âge d'effectuer le service militaire).

Il n'a rien vu des événements sociaux qui ont touché les usines.



L'atelier (Collection particulière)

Libéré, il reprend sa place à l'usine le 1^{er} septembre 1969 et est affecté au service réparation sous la responsabilité de M. TRUCHON. Michel BEZARD passe des essais est promu P2 et nommé à l'outillage, mais n'exercera pas la spécialité. Il se consacrera à la fabrication des bancs automatiques de montage et d'essayage. Il façonne la tôle, la découpe au chalumeau, et procède au montage des appareils sur les grilles. Il travaille avec M. QUETIER, du bureau d'étude qui avec un projecteur étudie et exécute les plans des bancs et des schémas des circuits pneumatiques.

Michel BEZARD ne dissimule pas son estime pour M. QUETIER qui n'hésitait pas à remonter ses manches et « qui mettait les mains dans le cambouis ». Cet homme de 2 ou 3 ans plus âgé que lui conservait toujours son calme, et ne se plaignait jamais. « Mais QUETIER n'était pas mon chef, c'était le chef de l'ajustage, mais je n'avais rien à voir avec lui. L'ennui c'est que lorsque je voulais un peu d'augmentation, aucun ne se sentait concerné. » Pourtant sa qualification professionnelle continue à progresser pour atteindre P3 en 1976. Je n'étais pas malheureux, j'ai toujours eu de bonnes relations avec tout le monde et mon travail m'offrait beaucoup d'initiatives et de contacts.

Les bancs d'essayage étaient constitués par une sorte de grille sur laquelle on installait les appareils à essayer. »

Ainsi Michel BEZARD précise : « Parfois j'avais à faire avec un représentant de la SNCF qui prenait au hasard quelques pièces pour les tester. Si les résultats n'étaient pas conformes aux normes exigées, il refusait l'ensemble du lot.

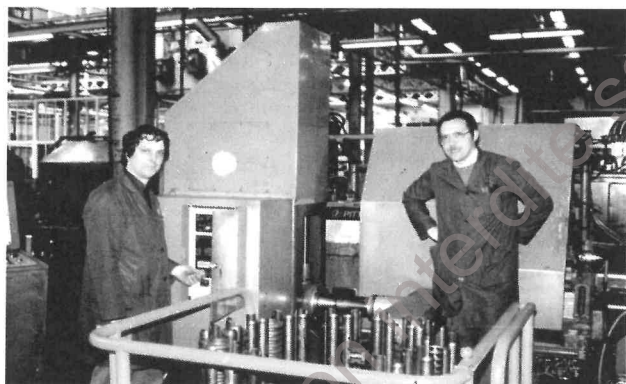
Dans l'entreprise, j'allais partout : au montage, à l'essayage, à la tôlerie, au bureau. »

Michel BEZARD se souvient que la Société équipa le premier tramway de Nantes : « mais il était déjà en service, alors que nous procédions toujours les mises au point ».

L'usine peut se flatter d'avoir équipé les premiers T.G.V.

La société avait vendu les bancs de montage à la SNCF et Michel BEZARD participa à leur mise en route à Rennes.

M. QUETIER et un dessinateur projeteur ont étudié et conçu entièrement un robot destiné à charger un tour automatique en continu.. Michel BEZARD participa au montage de cette machine.



A gauche, M. QUETIER, devant l'armoire ouverte, s'apprête à programmer le travail du robot.

Au premier plan, protégé par un garde corps, un plateau métallique sur lequel sont fixées des tiges destinées à centrer les pièces à usiner.

M. BEZARD est adossé à une sorte de capot qui protège le tour pendant son travail effectué sans aucune surveillance. Le capot possède une porte qui ne s'ouvre que lorsque le tour est arrêté.

Cette porte est masquée par la présence de M. BEZARD.

Le plateau circulaire peut contenir 200 à 300 pièces de petite taille que l'on voit empilées les unes sur les autres.

On peut remarquer le bras du robot, le long de la jambe de M. BEZARD.

Donc, porte ouverte, le bras du robot va se lever par un mouvement circulaire pour, simultanément, avec un système de « double main », présenter une pièce à usiner. Tandis que de l'autre main, il retire la pièce usinée qui sera déposée sur le plateau circulaire. Celui-ci sera positionné pour recevoir la pièce achevée. La porte se refermera et le tour se remettra en route.



A gauche M. BEZARD, à droite M. MATUREL,

M. MATUREL, ajusteur ouilleur, travaillait sur les parties mécaniques, électriques du robot. Le capot protecteur est retiré. Entre eux le bras du robot qui se trouve sur le tour.

La Direction a proposé à Michel BEZARD son transfert à Claye-Souilly : non seulement il devra se déplacer à 15 km mais son salaire sera diminué. Pour lui, ce sont des conditions inacceptables, il refuse.

En juin 1985, une liste de 184 licenciés est publiée. Michel s'y attendait, il en fait partie.

« Quand on m'a appelé, j'étais occupé avec un représentant des compteurs Geiger. Après ça, j'ai laissé tomber le gars qui était là, j'ai pris mes clics et mes clacs et je ne suis pas revenu. »

Et il enchaîne, désabusé : « Maintenant, quand je vois les licenciements avec certains ouvriers qui préparaient des bouteilles de gaz pour faire sauter l'usine, il n'y a rien à faire. On

est trop petit, quand c'est décidé, il n'y a rien à faire ! J'avais 37 ans lorsque j'ai été licencié et j'étais entré le 2 avril dans mon pavillon neuf. Je commençais juste à rembourser le crédit sur 20 ans. Heureusement que j'ai pu trouver assez vite un emploi, grâce à mon frère qui travaillait à l'aéroport de Roissy. Je suis devenu pétrolier sur les pistes et j'y suis resté 17 ans. »

Les critiques de la gestion de l'usine.

Michel BEZARD regrette que la direction se soit laissé distancer dans l'innovation, confortée par les traditionnels marchés conclus avec la SNCF.

En conclusion

Pour Michel, la Société WESTINGHOUSE était une bonne maison. Il a cette formule étonnante : « moi je ne travaillais pas !... » Il avait une indépendance certaine qu'il pouvait exercer dans différents secteurs de l'usine, sans avoir un chef pointilleux sur le dos. Ses diverses activités professionnelles l'intéressaient, y compris ses contacts humains intérieurs ou extérieurs.

Ce que faisait Michel BEZARD, était plutôt une occupation, qu'il gérait à sa façon, sans aucune pression hiérarchique. Il ne devait rendre compte qu'à l'équipe avec laquelle il collaborait.

De plus, il appréciait la proximité de son domicile qui lui permettait une vie familiale plus souple en fonction des horaires : 7h-11h45 et 13h-16h30.

Avec les lois sociales obtenues par des syndicats actifs, les ouvriers avaient bénéficié d'une sortie le vendredi à 12 h, sans oublier les repas en famille.

Tous les accords sociaux négociés par le Comité d'Entreprise (voir bulletin d'information de la CGT) affichent déjà des avantages intéressants. En sport : Michel BEZARD cite les matches de foot interservices avec participation parfois d'un directeur.

Les bons vacances et les voyages

Dans le domaine de la santé, souffrant d'insuffisance respiratoire il pu bénéficier de cures thermales à Digne avec une prise en charge de moitié, des frais de séjour.

Il conclut « même si on m'avait proposé 1000 à 2000 francs de plus ailleurs, je n'aurais pas changé. »



En 1976, l'équipe interservices pose, le 2^{ème} à partir de la gauche, accroupi, est Claude MARTIN.

Dominique DELOY

C'est un jeune retraité depuis le mois d'avril 2010.

Le père de Dominique DELOY est originaire de Châteauroux et sa mère de l'Aisne avec des ascendances belges. Lui-même est né à Harnes, dans le Pas-de-Calais le 3 octobre 1950.

Ses débuts d'ouvrier furent particulièrement exténuants et les conditions de travail semblent d'un autre âge.

En 1965, Dominique DELOY a commencé à travailler à 15 ans dans les houillères du Pas-de-Calais pour une entreprise travaillant pour les houillères, près d'Hénin-Beaumont.

« Nous travaillions sous un hangar, exposé en plein vent par -8°. Pas même un brasero, ni gant, ni chaussures de sécurité. J'étais apprenti chaudronnier -7km à parcourir à vélo- les horaires étaient 6h30-12h et 12h30-18h, le samedi sortie à 16h. Lorsque je rentrais le soir, je me changeais et je repartais pour des cours en alternance. Quand je rentrais, il n'était pas loin de 22h. Il fallait dîner, faire la toilette et les devoirs. Tout ça pour 80 francs par mois. Dans une entreprise où l'inspecteur du travail délivrait systématiquement une amende au patron ».

Dominique DELOY décide de s'installer en région parisienne. Il trouve un emploi à la Cie Française de Convoyeurs située à Champs sur Marne. Il résidait alors allée Racine dans les « bâtiments bleus ». (A l'époque, couleur des tours de la cité Perrin).

Dominique poursuit : « En me rendant à mon travail en mobylette, je passais devant la Westinghouse, puis Clichy-sous-Bois et sa

fameuse côte qui n'avait pas encore été réaménagée. Et un jour, je me suis arrêté devant la porte des Freins. Entré par la grande porte en bois, je me suis adressé au gardien qui m'a conseillé de m'adresser au bureau du personnel.

J'ai été reçu par M. BLAIN qui m'a dit : « Actuellement nous n'avons rien, nous avons juste une place de magasinier ».

J'ai répondu : moi je la prends si vous me la proposez.

Et lorsqu'il m'a demandé : « vous commencez quand ? »

J'ai répondu : « le lundi suivant ».

« Très bien Monsieur je vous attends lundi à 7 heures... »

Le lundi 8 novembre 1971 je ne peux pas l'oublier, j'ai été embauché le jour même. J'ai eu auparavant un test pendant une heure ou deux et le chef M. BOSSE (ça ne s'invente pas) m'a dit : « Tu me plais, je te prends ».

J'ai eu d'autres copains qui ont attendu deux ou trois mois. On m'a pris comme manœuvre.

La première fois que je suis arrivé pour travailler, on m'a tendu la main : « Bonjour Monsieur » Le fait de serrer la main, c'est important, il y a un contact. Je n'avais jamais connu ça ! Le chef m'avait prévenu.

« Pendant plusieurs jours, on va vous accompagner dans les rayons en regardant votre liste pour aller choisir les pièces ».

La première fois que j'ai livré les pièces, je me suis présenté : « Je suis le nouveau magasinier ».

« Oui nous avons entendu parler de vous ».

Puis on m'a présenté à des ouvriers. C'est là que je me suis rendu compte que j' n'étais pas qu'un ouvrier, mais que je faisais partie d'un maillon. Ce qui m'a aidé, c'est que j'ai un bon esprit d'initiative.

Sur les chaînes de montage sur 8 personnes, il y en avait toujours une qui cherchait un tournevis ou une clé. C'était du temps perdu.

J'ai proposé à mon chef de faire une liste d'outils par personne, établie, d'après les catalogues. Mais bien souvent, la réponse était « Y a plus d'sous ».

Un jour j'ai eu un coup de colère dans la ligne de montage : « Enfin ! Bon sang de bon soir, vous pouvez m'expliquer pourquoi, au

mois de janvier il y a une enveloppe de tant et 10 jours après il n'y a plus rien ». Le chef du personnel s'est dérangé pour me calmer : « Il ne faut pas vous énerver ! ».

W/ABCO WESTINGHOUSE
COMPAGNIE DES FREINS ET TECHNIQUE WESTINGHOUSE 83 FREINVILLE DEVIANT BP 2 TEL. 80 64 62 ET 65 00

Usine de : FREINVILLE

LIVRET D'OUTILLAGE

Remis le 11 6 1976

à M. LEMOINE Jean Pierre

N° de Pointage 6579

Section N° 044

Date de départ _____

Le livret doit être remis au Service du Personnel visé du Chef Magasinier au départ de l'ouvrier.

VISA DU CHEF MAGASIN

Ref. 02-92

Carnet d'outillage (Collection particulière)

C'est à partir de cet incident que j'ai pu faire admettre ma liste d'outils personnels à chaque ouvrier. D'autre part, j'ai eu l'occasion de proposer mon service à certaines personnes déjà rencontrées. Le bouche à oreille a dû fonctionner à mon avantage, car bientôt ce sont des ouvriers, des contremaîtres qui sont venus vers moi.

Par exemple pour les chiffons, suivant les services, il y avait des particularités de finesse difficile à obtenir. Je me suis mis en rapport avec le fournisseur et quelques jours après, j'avais la marchandise. Lorsque je l'ai annoncé au responsable étonné de la rapidité, il était heureux. C'était rien ! mais ça rapproche. Ce qui m'a frappé, c'est la solidarité dans tous les services, même dans les bureaux.

Si un chef était occupé, c'est une femme qui se chargeait de traiter le problème.

Tout le monde se connaissait, quand on avait quelque chose à voir avec quelqu'un au lieu de passer par le chef, on allait le voir directement.

Mais plusieurs questions pouvaient se poser concernant cette autonomie croissante de

notre magasinier comment pouvait-il satisfaire toutes ces demandes ?

Il avait prévu un planning précis. Compte tenu de son intervention directe à la source il réduisait les temps de livraison.

Les personnes qu'il avait en quelque sorte « court-circuitées » ne se sont jamais plaintes, bien au contraire.

Le propre chef de Dominique a toujours été satisfait de ces petits arrangements qui donnaient satisfaction à tout le monde pour le plus grand bien de la Société.

Une histoire surnaturelle

Comment imaginer qu'un objet lourd, encombrant soit découvert dans un endroit ? Alors qu'il n'y était pas puisqu'il était au Mexique ? Mais commençons par le commencement.

Jeune embauché, Dominique est chargé de faire l'inventaire dans un local du Parc Nord (de l'autre côté du boulevard Westinghouse) réservé à l'entrepôt des pièces détachées du service de freins, de voies : bielles, chapeaux de gendarme, toutes pièces volumineuses. Il remarque dans un coin un compresseur complet muni d'une étiquette qui donne son identité, mais non répertorié. C'était un appareil énorme qui pouvait peser 800kg et mesurer deux mètres de haut.

Son travail achevé, il signale la présence du compresseur à son chef.

« Mais quel compresseur ? Il n'y a pas de compresseur... » affirme le supérieur. Finalement celui-ci se rend sur les lieux en compagnie de Dominique et doit se rendre à l'évidence.

Le chef mène l'enquête et peu de temps après, il lui raconte qu'il a eu un entretien avec un haut responsable qui lui a énoncé toutes les procédures qui ont été enregistrées concernant ce compresseur.

« Le compresseur a été monté à l'usine en 1968, il a :

- un ordre de montage,
- un ordre de livraison,
- un ordre de réception
- et un ordre de paiement.

Le compresseur est parti à Mexico. (*Même s'il n'a jamais quitté l'usine.*)

Il a été reconnu, livré et payé »

Dominique a su qu'il avait été vu sur un quai d'emballage puis stocké dans un garage. Et un jour le compresseur disparut et personne n'en entendit plus parler.



L'atelier (doc. Westinghouse, Collection particulière)

Une autre histoire dans laquelle Dominique rencontre un homme complaisant.

« Toujours au parc nord : Seul, je devais trier des cylindres empilés dans des caisses métalliques imprégnées d'huile. Des cylindres avec bossage et sans bossage étaient mélangés. Il me fallait les séparer et les remettre en caisse. Les cylindres faisaient tout au plus 500gr, mais il fallait les manipuler avec des gants qui s'imbibaient rapidement d'huile.

Dans la matinée je vois passer un monsieur qui me dit : « Bonjour, ça va ? » Je lui réponds : « Oui, mais c'est la merde ! » Après le repas, vers 14h, je le vois revenir mais cette fois en combinaison de travail, avec des gants. D'un ton décidé : « Ah ! je vais te donner un coup de main ! » Dit-il sans façon.

Et nous voilà partis à discuter, tout en remuant les gamelles. La journée s'est terminée comme ça.

Le lendemain matin vers 9h mon chef me questionne.

- Tu as eu de l'aide l'autre jour ?
- Oui, un monsieur m'a filé un coup de main. Ça doit être un intérimaire ?
- Oui oui un intérimaire.
- Quand tu sortiras du boulot, tu iras voir M. BLAIN (responsable de l'embauche).

Je me présente à son bureau.

« Ah ! Monsieur DELOY, montez, M. Le directeur vous attend ».

Sans explication avec un petit sourire en coin.

Je passe devant la secrétaire, le chef du personnel, tout le monde me sourit spontanément ? Je frappe :

« Entrez ! »

Un monsieur est assis derrière son bureau qui me dit :

«Assois-toi ! Alors on ne me dit plus bonjour ? Alors c'est toujours la merde ? »

Sa tête me disait bien quelque chose mais... Tout à coup j'ai eu la surprise de ma vie.

« Oh ! Monsieur le Directeur ! »

« Je vous en prie, on a été copain... C'est bien on a eu un dialogue, ça m'a fait plaisir. Voyez, je suis venu vous voir, venu te voir, et on a pu parler librement ».

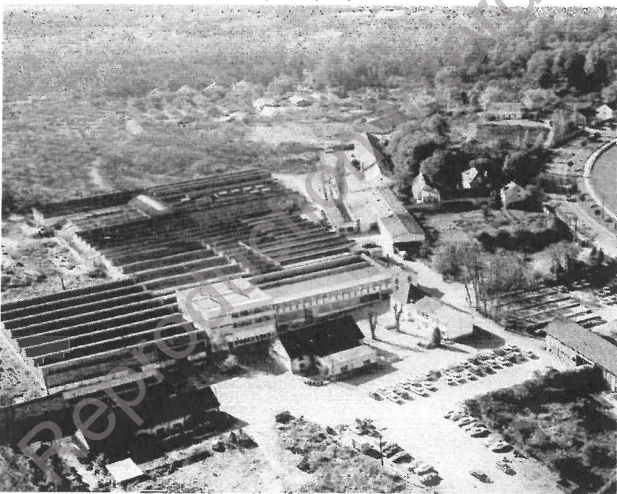
Ensuite, il m'a posé des questions sur mon travail, savoir si ce que je faisais me plaisait.

Je demande à Dominique si cette aventure n'avait pas eu un effet sur son avancement.

« Je me suis toujours posé la question car, curieusement, environ deux mois après j'étais changé de catégorie. Mon chef m'a seulement dit qu'il était content de moi ».

Il ne faut pas oublier que Dominique DELOY était entré comme manœuvre.

« Oui tout en bas de l'échelle j'ai grimpé tous les échelons : manœuvre spécialisé, puis OS 1, OS2, OS3, P1, P2, 2,2. »



*L'usine de Claye-Souilly au bord du canal
(document Westinghouse, Collection particulière)*

Il estime que cette progression récompense le travail qu'il a effectué, les idées, les nombreux projets qu'il a réalisés.

Mais en décembre 1978, son chef, M. TIREL lui annonce : « Dominique, j'ai demandé ta nomination pour Claye-Souilly ».

« Mais ça ne m'intéresse pas du tout, j'habite Sevran et je reviens déjeuner chez moi. »

« Si je t'envoie là-bas, c'est que j'ai des raisons. »

A contre cœur, j'ai commencé mon boulot à Claye-Souilly

Au bout d'un mois un copain m'a annoncé que la Westinghouse commençait à licencier à Sevran. Je me suis déplacé à Sevran pour voir M. TIREL. Il m'a dit :

« Je le savais, je connaissais ta valeur et je sais que tu feras du bon travail à Claye-Souilly ».

Les licenciements ont commencé par une trentaine. Et à ce propos, Dominique confie que deux ouvriers de sa connaissance n'ont pas supporté la réception de la lettre de licenciement. Tous deux se sont suicidés.

Le travail à l'usine de Claye-Souilly ne se pratiquait pas de la même façon. D'abord Dominique évoque la situation géographique et surtout la différence de comportement des personnes, même à 15km de distance. Les mentalités sont plus individualistes.

Dominique critique les méthodes de travail sur un banc de montage, illustré par la visite d'un technicien japonais venu contrôler un lot de pièces. Il en a refusé une grande quantité.

Puis il a appelé un chef et lui a demandé de monter un appareil qu'il était censé connaître. A l'évidence, l'essai n'était pas réussi. Le Japonais a conclu : « vous voyez chez nous, vous êtes déjà viré ! » ceci prononcé en français devant un auditoire narquois.

Quand je me retourne sur mes 39 années passées au travail, les huit années à Freinville sont les meilleures. Je connaissais pratiquement tout le monde. Quand il y avait une quête pour un mariage ou autre, c'était moi qui passais dans toute l'entreprise.

Jamais je n'ai retrouvé cette solidarité qui liait les gens, je dirais même c'était mieux qu'une famille

Dominique est demeuré magasinier. Mieux, la direction recherchait du personnel et son expérience fut appréciée.

Il y avait, lors de son départ, trois magasiniers de l'équipe du matin et trois de l'après-midi. Le restant des ouvriers s'occupaient des lignes de montage des freins pour camions.

Les accidents

Comme dans toutes les industries des années 70, les accidents sont encore nombreux en dépit des mesures de préventions négociées avec les syndicats.

« WABCO WESTINGHOUSE

Les accidents du travail, (note d'information intérieure 31 mars 1972). Pour l'année 1971 :

146 accidents de travail ont donné lieu à des arrêts de travail supérieurs à 24 h.

Causes : 48 % produits au cours de manipulation dans le cadre du poste,

16,5 % produits sur des machines,

14,5% produits en cours de manutention,

Autres : trajet domicile et outils à main. »

Cette note d'information ne révèle aucun accident mortel.

La mémoire des ouvriers conserve certains accidents dramatiques même s'ils n'en étaient pas témoins pour fournir suffisamment de précisions.

Nous présentons les deux récits de cet accident dont la date devait se situer, d'après Michel BEZARD et Dominique DELOY au début des années 70. L'un et l'autre connaissaient les lieux.

Michel BEZARD

Un bac rempli de trichlore de forme carrée 1,20 m par 1,20m était destiné au nettoyage des pièces métalliques. Ces pièces étaient amenées dans des paniers se déplaçant sur des rouleaux, puis plongées dans le trichlore chaud. Les paniers étaient secoués automatiquement pour compléter le nettoyage. Les paniers devaient mesurer 30 cm de côté et contenir des pièces de dimensions modestes.

Dominique DELOY

Le bac devait mesurer 2,00m par 4,00m. Il était profond et donc contenait une grande quantité de trichlore. Tout le pourtour de la cuve était recouvert de tubes rapprochés destinés au chauffage du trichlore. Les grosses pièces étaient descendues avec un palan.

Monsieur BRULÉ l'électricien procédait au redémarrage lorsqu'il y avait des petites

pannes. Il avait dans ce cas, l'habitude de ne pas interrompre le circuit électrique. Cela permettait de ne pas interrompre la manutention électrique des pièces.

Michel BEZARD ajoute que cela s'est toujours bien passé ; l'encadrement était prévenu mais « fermait les yeux ».

A ce point, on peut supposer que le trichlore s'était mis à bouillir dégageant subitement des vapeurs nocives qui auraient provoqué une perte de conscience de l'électricien, expliquant sa chute de la passerelle dans le bac de trichlore.

Michel BEZARD

Transporté dans un hôpital des grands brûlés, il serait mort après quelques jours d'atroces souffrances.

Il précise qu'il s'était dit à l'époque qu'étant donné que M. BRULÉ avait commis une faute professionnelle, sa veuve et ses deux enfants n'avaient touché aucune indemnité.

D'après Claude MARTIN, responsable du comité d'hygiène est de sécurité, les études supérieures des deux enfants auraient été prises en charge par la Société WESTINGHOUSE.

Œuvres sociales du CCE ⁽¹⁾

En mars 1973, les élus CGT tirent dans le Bulletin d'information du Comité Central d'Entreprise, le bilan des œuvres sociales et des activités et en préambule : « Nous pouvons dire que depuis que la CGT est majoritaire au C.E., non seulement ses délégués ont créé et impulsé des activités, mais, d'année en année ses œuvres se développent et prennent de plus en plus d'ampleur. »

Les anciens

Ils bénéficiaient d'un repas au mois de juin. En 1972, le C.E. leur a offert une sortie à Epernay avec un bon repas gastronomique et la visite des caves de champagne.

Les retraités

Avant quelques mandats étaient distribués aux plus démunis. Maintenant, ils reçoivent un colis d'une valeur de 35 francs livré à domicile. A ce jour, ils sont 500.

(1) source C.G.T.



Fête des retraités 26 mai 1951 (Collection particulière)

Les jeunes soldats reçoivent un mandat trimestriel de 90 francs pendant la durée de leur service.

Les mères bénéficient de bons d'achat de layette, qui cette année sont passés de 80 à 100 francs. 50 bons furent distribués au cours de l'année.

Aide à la formation professionnelle.

La direction avait en 1970 refusé de rembourser pleinement les travailleurs en formation, de leurs frais de livres. Le C.E. avait pris en charge 80% des dépenses. La direction a décidé d'en prendre la moitié à son compte.

Pour les enfants, des aides aux vacances de neige avec, en plus paiement de la location du matériel et des remontées mécaniques.

Colonies de vacances : en 1972, 37 enfants iront à la mer.

Spectacles et loisirs sont proposés à des réductions de 30 à 50 % ;

Les sorties collectives sont très bien suivies.

En 1972, 1070 personnes ont participé : 660 personnes pour « Holiday on Ice », 300 pour les chants et danses des Républiques Soviétiques et 100 pour Jean Ferrat.

En 1974, des week-ends de neige sont proposés, transport en autocar couchettes – hôtels de bon confort prix 120,130 francs.

Les vacances à l'étranger apparaissent avec une participation modeste, mais déjà figurent au programme – Tunisie, Bulgarie, Espagne, Grèce et même Guadeloupe.

Le sport, c'est l'Association sportive des Freins, le football, la pétanque, marchent très bien. Ajoutons une section voile avec des

sorties sur rivière et aussi un week-end à Granville.

La plongée : créée en 1970, elle est pratiquée à la piscine d'Aulnay dans la fosse de 5m. de profondeur. La section met à disposition le bloc bouteille, détendeur.

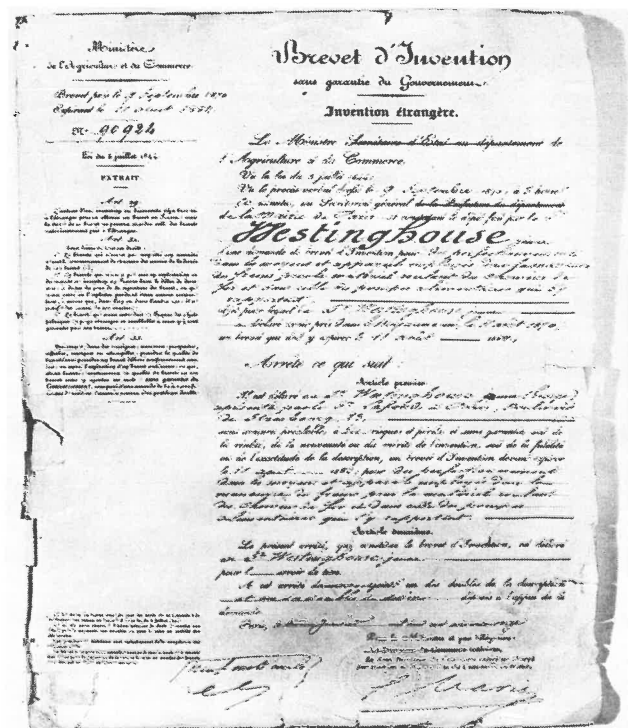


Une sortie en mer à Cherbourg (Collection particulière)

Dominique DELOY a apprécié bon nombre de sorties et divertissements. Il y en eu à Freinville : spectacles de Noël destinés aux enfants à la salle des fêtes. Spectacles de qualité : cirque et music-hall. Il y eut des voyages en Grèce 15 jours et 3 semaines en Tunisie. Lorsque Dominique fut muté à Claye-Souilly, il fut enchanté de participer à une sortie spectacle où il retrouva ses collègues demeurés à Freinville.

Chronologie historique des sociétés.

Pour essayer de comprendre les multiples restructurations.



Brevet d'invention daté 1871

Le 6 octobre 1846, naissance de Georges Westinghouse à Central Bridge dans l'État de New York. A 21 ans, il inventera le frein à air comprimé.

1869 : création de la **Westinghouse Air Brake COmpagnie** (Cie des freins à air Westinghouse).

1871 : Westinghouse dépose son brevet à Paris

1892 : Les ateliers du quai Jemmapes (Paris) à Sevran – Création de Freinville

1901 : Création de la Société Anonyme Westinghouse regroupant les activités pneumatiques et électriques.

1913 : en Suède Axel DIURSON obtient son premier brevet d'invention de régleur automatique des freins.

1914 : le 12 mars mort de George Westinghouse à New-York. Le groupe est scindé entre Westinghouse Electric et Westinghouse Air Brake

1916 : Fondation de la SAB avec son usine suédoise pour produire l'invention de DIURSON.

1919 : création de la Cie des Freins Westinghouse.

1932 : la Société Française des régleurs de freins SAB loue une usine à la Varennes Saint Hilaire et construit le matériel pour son compte.

1937 : la Cie des Freins Westinghouse absorbe la Cie Générale de Signalisation pour devenir la Cie des Freins et Signaux, Westinghouse (CFSW)

1967 : la Sté des régleurs de freins SAB installe une nouvelle usine de production à Amiens.

1968 : la CFSW devient filiale du groupe Americain Standard qui possède 90 % de son capital

1971 : La Société Française est organisée en trois divisions indépendantes : automobile, ferroviaire, pneumatique industrielle. La division automobile est transférée à Claye-Souilly.

1973 : la Société Française change de nom et devient WABCO WESTINGHOUSE (mais rappelons qu'en 1869 : Westinghouse Air Brake Compagny = WABCO)

A partir de **1981**, la SAB s'allie avec NIFE JUNGER (Suède) pour créer SAB-NIFE. SAB-NIFE appartient majoritairement au groupe suédois CARDO.

1990 : SAB-NIFE, SA et WABCO WESTINGHOUSE fusionnent pour former

SAB-WABCO-SA. Sevran en demeure le siège social. Les unités de production subsistent à Sevran et Amiens.

Analyse de l'Intersyndicale 1977-1995.

Le Comité Central d'Entreprise se prononce dans une motion le 22 décembre 1977 contre le projet de création de deux nouvelles sociétés décidé par l'American Standard.

Ce projet s'inscrit dans un plan de restructuration européen et mondial, qui ne peut que faciliter un démantèlement de la Cie Française.

Ce projet place plus directement nos deux divisions Auto et Industrie sous la dépendance des Cies Allemandes.

L'équilibre de l'entreprise est réalisé grâce aux trois activités groupes FER – AUTO – INDUSTRIE.

Utilisation d'investissement, services, personnels communs. Les fluctuations dans une branche ont toujours été absorbées par les autres divisions.

L'année 1975 fut critique avec chômage partiel, mais avec un bilan en équilibre.

Les résultats de l'exercice 1976 sont excellents.

L'entreprise n'a pas d'emprunt à rembourser. L'investissement est auto financé (dégagé par l'activité du personnel).

Cette restructuration en trois entreprises qui dépendront chacune pour leur activité, des décisions mondiales dans chaque ligne de produit, prise par le groupe WABCO Westinghouse de l'American Standard.

L'abandon d'études nouvelles et l'orientation commerciale de l'automobile, confirme cette tendance.

L'expérience nous montre que la volonté de rentabiliser vite et plus l'outil de production est le souci majeur des financiers de l'American Standard.

En juin 1978, l'intersyndicale WABCO WESTINGHOUSE (CGT – UFICT-CGT – CFDT – CGC – FO) présente un dossier d'une vingtaine de pages dans lequel figurent entre autres :

Les effectifs du personnel

Les résultats de la Société depuis 1972

La conception de la restructuration par l'American Standard et les craintes de l'intersyndicale qui en résultent :

Effectifs du personnel (février 1978)

	Sevrans	Claye-Souilly
Cadres	101	36
Techniciens dessinateurs	176	49
Agents de maîtrise	71	24
Employés	274	87
Ouvriers spécialisés	288	270
Ouvriers professionnels	349	63
Total	1259	529

Déjà la mondialisation

Le 29 octobre 1980

Toujours unis les syndicats de la WABCO Westinghouse de Freinville Sevrans et Claye-Souilly s'adressent à Mr le Préfet de la région de l'Île de France 29 rue Barbet de Jouy à Paris.

Les signataires rappellent que le plan de « restructuration » ajouterait au coût économique et social de la région, une remise en cause de l'intérêt national au travers de ses capacités industrielles.

Les clients de WABCO Westinghouse sont des entreprises nationales (Renault véhicule industriel, la SNCF et RATP pour le matériel ferroviaire... »

Rien n'y fait, le démembrement se poursuit.

Mais les années passent et Westinghouse disparaît du logo après la fusion de Wabco Westinghouse avec SAB-NIFE SA pour donner naissance à SAB WABCO en 1981.

Et les salariés subissent les plans de 1983, 1985, 1987.

En janvier 1995 un tract de la CGT titre :

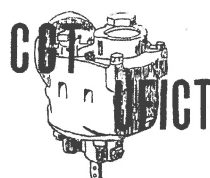
Non au bradage de l'entreprise.
La direction envisagerait une délocalisation à Amiens.
Nous refusons la casse et le départ.

La délocalisation

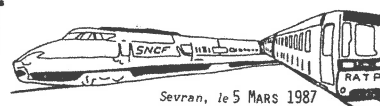
Dans un premier temps à partir du 6 février 1995, la direction cherche des « volontaires ».

Un essai de deux mois est possible, mais si le volontaire veut revenir, cela dépendra des postes restants à Sevrans.

La direction s'engage à contacter l'ANPE locale. Mais Amiens et sa région annoncent 15% de chômeurs.



WABCO WESTINGHOUSE
EQUIPEMENTS FERROVIAIRES



L'ENVOI DES LETTRES DE LICENCIEMENT EST IMMINENT !

Pour les 50/54ans, il y aura un sursis de quelques jours dans l'envoi des lettres.

La réception de la lettre de licenciement signifie le début du préavis de 2 Mois.

Il convient d'utiliser au maximum cette période pour faire reculer la direction et obtenir l'annulation de ces licenciements.

- C'EST L'INTERET DE CHACUN

- C'EST L'INTERET DE L'ENTREPRISE

LA CGT VOUS PROPOSE DE VOUS RASSEMBLER LUNDI MATIN 10h30 Cour centrale

Tract annonçant les lettres de licenciement.

Les frais du déménagement seraient pris en charge, petite augmentation pendant trois mois, prime de mutation, etc.

Mais la direction ne garantit l'emploi que pour six mois.

Le 21 février 1995, les élus du Comité d'Entreprise SAB-WABCO, les représentants CGT et FO ont rencontré Mr. Le maire. La direction, par la bouche de son PDG confirme auprès de Mr le Maire, son désir de se désengager totalement de Sevrans.

Un dernier tract fait en juin 1995 appel aux Sevransais :

APPEL AUX SEVRANAISES ET AUX SEVRANAIS

212 emplois sont menacés à la SAB WABCO (Westinghouse) de Sevrans.
212 emplois productifs qui dans les 2 ans disparaîtraient de notre ville.

POURQUOI ?

Pour la direction il ne s'agit que d'améliorer la rentabilité financière de l'entreprise, en concentrant la production à Amiens où les salaires sont 20% plus bas.

Nous ne pouvons l'accepter !

Elle cherche à économiser 8 millions de francs sur les salariés, en bradant l'emploi, la vie et l'avenir de Sevrans.

Notre ville compte déjà 5000 chômeurs comment pourrions-nous accepter que 212 emplois disparaissent ?

TGV Fret, Tramway, G... e automatique, production de freinage pneu... sont autant de débouchés que le savoir faire et la qualification du personnel de Sevrans permettent de satisfaire.

La perte de ces compétences mettrait en péril l'avenir de SAB WABCO, y compris à Amiens.

Alors agissons pour qu'il reste à Sevrans.

La direction de l'entreprise est prête à dépenser 31 millions de francs, pour mettre en oeuvre son projet de délocalisation.

Son... est clair, ... er le profit de ses actionnaires.

« Soit vous prenez les 60 emplois à Amiens, soit c'est le chômage. »

C'est inacceptable !

D'autant que la direction se vante d'avoir l'aval des pouvoirs publics et de toucher pour casser l'emploi et délocaliser, des subventions de l'Etat et de la Région.

Tract de juin 1995, appel à la population (extraits).

Les Sevransais connaissent la suite...

Sources : Entretiens avec M BEZARD et D DELOY,
Archives personnelles de J-P LEMOINE.

Grèves à l'usine WESTINGHOUSE 1942-1943

Les Archives Départementales de Seine-Saint-Denis conservent des rapports et des courriers de la police concernant les grèves à l'usine des freins de Sevran.

par Gilles BOUDIN

A partir des éléments qui s'y trouvent et du livre « La Résistance en Seine Saint-Denis », un aperçu de ces événements a pu être reconstitué.

Le contexte

La France est occupée.

L'usine de Freinville, qui fabrique des freins et des signaux pour les chemins de fer, emploie 658 hommes, 247 femmes, 32 apprentis.

L'usine travaille aussi pour l'armement RUNSTUNG, réquisitionnée sous le numéro W2.102-0-119.

Le directeur de l'établissement est Monsieur OUDINET, le Président Directeur Général (au siège à Paris) Monsieur Robert JOURDAIN. La Direction est coiffée par un administrateur allemand, Monsieur KRONEFELD, installé avenue Georges V à Paris.



L'usine au début du XX^{ème} siècle (Collection SHVS)

Des ouvriers des usines WESTINGHOUSE ont été envoyés en Allemagne dans des usines similaires.

Cinq ouvriers de Freinville ont été mutés aux établissements TALBOT à la demande de Monsieur KRONEFELD.

Pendant les alertes aériennes, le personnel se rend dans des abris situés à proximité.

Le comité social comprend 16 délégués

titulaires et 15 suppléants, dont 5 femmes.

Louis HEME, ouvrier perceur, syndicaliste, demeurant à Livry, y tient une place importante.

9 Novembre 1942

Le lundi 9, à la prise du travail, une grève se produit, avec des revendications portant sur les salaires et le travail de nuit. Elle cesse à 10 h, après l'intervention du commissaire de police. Les ouvriers devaient connaître les suites données par la direction. Il était question d'une prime horaire de 3 Frs et de la suppression du travail de nuit.

Le 10 novembre, une « commission franco-allemande » recense 85 ouvriers en vue d'un départ en Allemagne pour la relève, qui s'ajouteraient aux 80 déjà partis depuis une quinzaine de jours.



Tampon de la sous-préfecture de Pontoise (Document AD 93 Cliché SHVS)

Le fait que cette décision soit prise le lendemain de la grève serait un « pur hasard », mais les ouvriers considèrent que c'est une sanction pour le débrayage de la veille.

Une autre grève a lieu le 11 novembre au matin jusque vers 10 h – 11 heures.

Le commissaire de police signale que l'état d'esprit du personnel est grave, que le chef

du personnel manque d'autorité. Il envisage de menacer d'internement les grévistes.

16 novembre 1942

Une nouvelle grève éclate le matin, toujours pour des questions de salaires. Elle cesse vers 10 h après l'intervention du commissaire : assurance que les revendications seront transmises aux autorités supérieures et menaces de sanctions.

Les ouvriers demandent une augmentation horaire de 3 Frs (1) pour tous. La direction propose de 15 à 17 %, ce qui ferait :

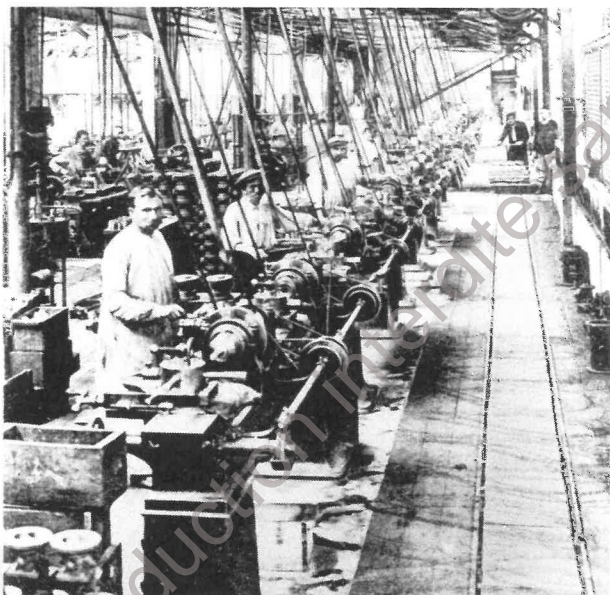
pour un régleur à 14fr45 de l'heure, plus 2fr50

pour un professionnel à 14fr30, plus 2fr20

pour un manœuvre à 9fr60, plus 1fr50

pour une femme à 9fr50 (2), plus 1fr50

Sans doute à défaut d'un accord satisfaisant, les délégués proposent à la direction l'attribution d'une prime pour la période 1er octobre au 13 novembre.



Intérieur d'un atelier (Collection SHVS)

24 novembre 1942

Le commissaire constate qu'il n'y a pas de réponse, et que le conflit n'est pas solutionné.

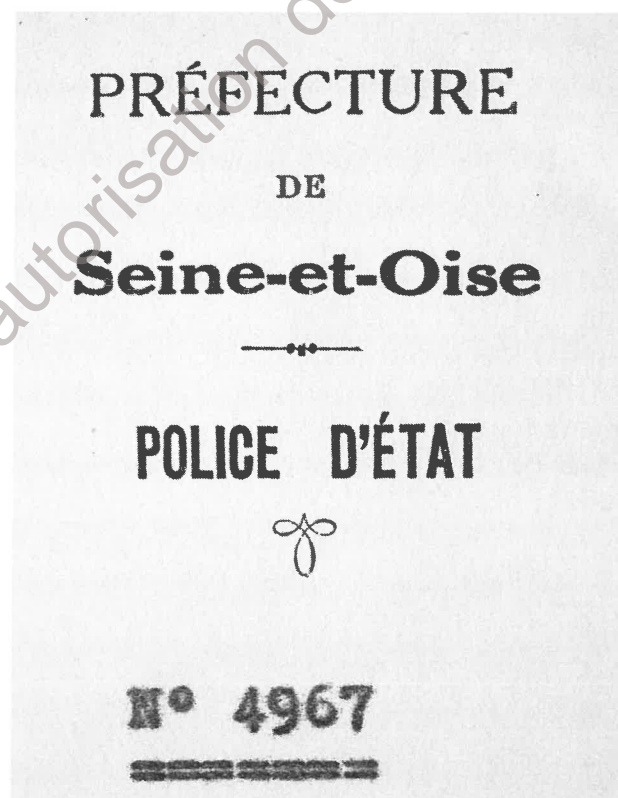
Louis HEME écrit au commissaire et à la direction générale qui ne veut rien céder parce que la demande a été précédée d'une grève.

Le 25 novembre le commissaire principal, devant les menaces faites au personnel et l'intransigeance de la direction, craint que le conflit reprenne avec une acuité plus grave. Il

demande que l'Inspection du travail fasse connaître de façon explicite si les revendications sont légalement susceptibles d'être prises en considération.

Août 1943

Le 2 août le personnel se met en grève à la prise du travail le matin. Il demande l'augmentation des salaires promise dans un discours du Président du Conseil (gouvernement de Vichy). Une grève partielle du même personnel, sur la même revendication, avait déjà eu lieu le 12 juillet. Ces grèves se déroulent sans incidents. L'entreprise ne fait pas appel à la police, mais celle-ci assure une surveillance discrète.



En-tête d'une lettre de la police, 1^{er} août 1943 (Document AD 93 Cliché SHVS)

L'arrêté du 21 juin 1943

Il fixe la répartition des ouvriers en 8 catégories selon leur valeur professionnelle (compétence) et pour chaque catégorie il est précisé les salaires moyens, mini et maxi.

Le personnel de l'usine conteste la répartition dans les catégories faite par la direction et la suppression des primes qui annule ou réduit l'augmentation des salaires. Pour protester un arrêt de travail a lieu le 11 août vers 14h30.

Le travail cesse à nouveau le 12 au matin.

Le commissaire de police arrive à l'usine et constate que l'activité est complètement arrêtée. Il prend contact avec les délégués, conduits par Louis HEME, qui lui explique les raisons du conflit. Il lui apparaît que la direction a fixé les salaires plutôt en dessous de la moyenne. Le personnel ne verra son salaire horaire augmenté que de quelques centimes à cause de la suppression des primes.

Les Allemands s'en mêlent

A 9h30, le 12 août, la direction reçoit les délégués en présence du commissaire de police, qui reçoit un appel téléphonique de la police allemande menaçant les grévistes de graves sanctions.

Une alerte aérienne interrompt la conférence.

Un détachement de la Feldgendarmerie est arrivé sur les lieux.

Les discussions reprennent l'après-midi en présence du sous-préfet et de Monsieur KRONEFELD, administrateur allemand de WESTINGHOUSE. Celui-ci avait fait quitter les lieux par la Feldgendarmerie. Il propose de recevoir, avec la direction générale, les délégués pour examiner les moyens de leur donner satisfaction et invite à la reprise du travail.

Les ouvriers regagnent les ateliers, mais seulement 60 % des hommes et 2 % des femmes reprennent le travail.

Premier accord

La conférence entre les délégués, la Direction générale et Monsieur KRONEFELD dure de 15 h à 18 h ce 12 août 1943.

Un accord se fait sur les dispositions suivantes :

1°) *En principe, passage de toutes les femmes de la catégorie 3 à la catégorie 4.*

2°) *Examen des cas particuliers, en ce qui concerne le reclassement dans les catégories et application en général des tarifs maxima prévue par l'arrêté du 21 juin 1943.*

3°) *Demande d'autorisation adressée au Ministre du Travail par l'intermédiaire de l'Inspecteur du Travail en vue d'avoir la possibilité de payer une prime de rendement de 1fr50 à 2fr50 de l'heure.*

Suite à ce dernier point une lettre est

adressée par Monsieur JOURDAIN, Président Directeur Général au Secrétaire d'Etat au Travail.



Les bureaux de l'usine (Collection SHVS)

Monsieur KRONEFELD promet de revenir pour suivre les décisions. S'adressant directement aux ouvriers, il les invite à ne pas cesser le travail dans l'avenir.

Le commissaire de police écrit en conclusion dans son rapport : ... *« on peut estimer que les causes de cette grève sont dues à l'arrêté du 21 juin 1943 et à la manière assez étroite avec laquelle il a été appliqué par la Direction de la WESTINGHOUSE. »*

La cause réelle et profonde est que la classe ouvrière déprimée physiquement et moralement depuis trois ans désire une amélioration très substantielle de son salaire lui permettant de faire face à la cherté actuelle de la vie.

... Nous avons l'impression que de son côté la Direction de l'Entreprise n'accomplit pas tous les efforts désirables en vue d'empêcher les grèves dans son usine. »

Pétition du 22 octobre 1943

Le vendredi 22 octobre, les délégués remettent une pétition à Monsieur OUDINET, le directeur. Ce jour était le deuxième anniversaire de l'exécution des otages à Châteaubriant.

Un débrayage débute à l'atelier du bronze par une trentaine de femmes. Il est bientôt suivi par la presque totalité des femmes et quelques hommes (environ 250 personnes) pendant une demie heure.

Cette pétition, développée en 14 points, concerne principalement :

- Les classifications professionnelles

contestées depuis le mois d'août ;

- Les salaires : minimum de base 16 francs, augmentation progressive de 45 % pour les professionnels et 60 % pour les femmes et les manœuvres, maintien des primes ;



Sortie des ateliers de l'usine Westinghouse
(Collection privée)

- Respect des contrats pour les ouvriers envoyés en Allemagne ;
- Paiement des heures d'alerte aérienne ;
- Construction d'abris solides suffisamment éloignés ;
- Fourniture du nécessaire à la profession : savon, bleus, sabots ;
- Création d'une cantine inter entreprise, repas plus copieux, sans tickets ;
- Contrôle des achats de la coopérative, qui devrait être mieux achalandée ;
- Retour aux 40 heures avec 2 jours de repos consécutifs, et le même pouvoir d'achat ;
- Stabilisation du coût de la vie par la limitation des bénéfices ;



FRINVILLIERS - SEVRAN - Intérieur de l'Usine
Collection A. Bisquet, Le Raincy

- Réajustement de la pension des vieux travailleurs par péréquation des grosses fortunes.

Le commissaire de police note dans son rapport du 5 novembre que cette pétition pourrait avoir son origine dans une réunion de

la Fédération des métaux à la bourse du travail de Paris le 9 octobre. Louis HEME y était l'un des 400 participants.

Il joint à ce rapport la liste du comité social, et précise que Louis HEME est connu comme SFIO, militant syndicaliste très actif, membre de la Fédération des métaux.

Maurice PETILLON et Henri LEDUC sont aussi connus pour leur activité syndicale.

Il souligne la part très active des femmes dans les grèves et qu'elles font preuve d'un esprit frondeur que rien ne semble pouvoir les arrêter.



Une horloge de l'usine, encore visible depuis la gare du train-tram (Photo G. Boudin)

Le 11 novembre les ouvriers arrêtent le travail de 11h à midi et le terminent en chantant la Marseillaise.

A l'appel de la presse communiste clandestine, une autre action a lieu le 13 décembre 1943 avec dépôt de revendications salariales.

En 1944, Louis HEME dirige la Compagnie des Résistants Robespierre, comptant 140 ouvriers de l'usine WESTINGHOUSE de Freinvilliers.

D'après Louis BLESY dans son livre « La résistance à Sevran », il avait le pseudonyme : « Lieutenant BERNARD »

(1) Cette augmentation en somme fixe plutôt qu'en pourcentage avantage les bas salaires.

(2) Ce sont les femmes qui ont les plus bas salaires.

Sources : AD 93 1886 W 126

La Résistance à Sevran, de Louis Blésy

La Résistance en Seine-Saint-Denis

de J. Cleste et S.Zaidman

Westinghouse, Adieu...

Sevrans voit actuellement disparaître sa dernière grande usine, plus d'un siècle d'activité s'efface du paysage, pas des mémoires.

par Christiane RANOUIL

Nous ne referons pas ici l'histoire de cette société américaine venue s'implanter en plein cœur de la forêt de Bondy, sur les terres Sevranaises du « Bois le Roi » et du « Bois de Rougemont », acquises par la société alors « Westinghouse Brake Company » le 4 Septembre 1891.

Le transfert des ateliers, construits en France en 1879 quai de Jemmapes à Paris, près du boulevard Saint-Martin, eut lieu en 1892 par voies fluviales et ferrées sans interruption de la production. L'on imagine tout le pittoresque de l'opération...

L'histoire de cette société, de son créateur Georges Westinghouse, son évolution dans le monde, ses changements de dénomination, ses heures de gloire et son déclin, leurs impacts sur notre usine de Sevrans-Freinville et son personnel, tout ceci est détaillé minutieusement dans plusieurs articles de Jacques Mortureux en notre revue 2001 n°10 dans laquelle je vous invite à vous plonger. De nombreux témoignages d'ouvriers y sont aussi consignés.

Il y écrivait : « *la grande usine s'endort inexorablement, néanmoins ses bâtiments ont encore pignon sur rue à Freinville. Il est trop tôt pour dire ce que deviendra le site, ce sera une autre histoire.* »



Les bureaux conservés (Collection SHVS photo Jacques Dufour)

Aujourd'hui voici la fin de l'histoire : les machines aux puissantes mâchoires d'acier sont venues faire leur travail. Il n'y a plus de site. Plus de fiers bâtiments en briques rouges, plus de « baleine », plus de petits ateliers, plus rien de tous ces lieux qui pendant plus d'un siècle ont bourdonné d'activités bruyantes avant de s'endormir.



Démolition (Collection SHVS photo Jacques Dufour)

Des témoignages sur cette période active, nous en avons déjà recueillis il y a presque dix ans, mais aujourd'hui il nous faut une dernière fois réveiller les mémoires. Les anciens ont disparu ; pour les générations suivantes les souvenirs sont là, au fond d'eux mêmes, ils n'ont pas voulu les réveiller ; nous avons donc frappé à la porte des plus jeunes, des derniers, de ceux qui ont eu la douleur, et ce mot n'est pas trop fort, d'assister à la fermeture de leur usine. Aujourd'hui c'est le coup de grâce. Les vieux bâtiments gardaient le souvenir de leurs années de labeur, de luttes, d'amitié, de plaisir du travail bien fait ; il vient de disparaître en gravats.

1962-1972 Voici le témoignage de Madame Chrystel DUPUY

« En 1962, j'étais domiciliée en province à la campagne, il n'y avait pas de travail, aussi après le B.E.P.C. nous sommes montées, l'une de mes sœurs et moi-même, en région parisienne où habitait notre sœur aînée. Nous

avons recherché du travail et avons eu la chance d'être embauchées toutes les deux le même jour dans *la Société des Freins et Signaux Westinghouse à Sevrans*.

Au sein de l'usine il y avait plusieurs activités, à savoir :

Freinage ferroviaire et les compresseurs.

Freinage automobile (pour camion...) délocalisé à Claye-Souilly en 1971.

Pneumatique et hydraulique industrielle, Redresseurs et chargeurs (délocalisés au Mans)

Signalisation ferroviaire, triage.

A cette époque les horaires étaient de 48 heures par semaine, et comme je n'avais pas 18 ans lorsque je suis rentrée, j'étais payée au forfait... (pas d'heures supplémentaires).

Je débutais dans le service « administration des commandes » ; représentez-vous ce que pouvait faire la fourniture d'un ensemble de freinage pour une locomotive, wagons et autres accessoires ; j'étais dans une unité dactylographique de sept personnes et grâce au procédé offset, nous pouvions en même temps établir la commande (quelquefois plus de dix pages d'éléments divers, le bon de livraison et la facture), puis je suis allée au service commercial composé d'environ d'une dizaine de personnes et où nous établissions les devis et diverses propositions commerciales.

Je précise ici que ces années passées dans ces services ont été particulièrement enrichissantes ; j'y ai connu en particulier une personne intègre, rigoureuse, respectueuse de tout à chacun et qui m'a inculqué sans le savoir, la rigueur dans le travail. J'aimerais avoir une pensée plus qu'amicale pour Monsieur TARDY qui y a passé sa carrière.

Après mon retour de maternité (Il faut dire que la Westinghouse m'a apporté aussi l'amour). Dans mon tout premier service je devais aller chercher le courrier. Pour ce faire, de mon bâtiment il fallait traverser toute l'usine. Je devais donc remonter toute l'allée très large, bordée de bâtiments pour rejoindre ce service. Mon futur mari, entré en 1963 travaillait dans un de ces bâtiments et m'avait remarquée. Pour attirer mon attention il tapait chaque matin au carreau de la fenêtre, et c'est comme ça qu'on s'est connus... Nous nous sommes mariés en

1963. Mon fils est né le 16 mai 1968, je n'ai d'ailleurs aucun souvenir de cette époque tumultueuse)



M et Mme DUPUY (au centre) au mariage de collègues en 1965.

Donc après ce retour j'ai changé pour le service « Organisation » et travaillais avec Monsieur DESTHULLIERS ; Il définissait des procédures de travail afin d'améliorer les méthodes de travail administratives, entre autre... ce que nous appelons désormais dans le monde entier « norme ISO ». J'y ai pris conscience de mes capacités, la faculté d'être autonome dans mon travail et la possibilité de m'exprimer... Merci à ... je suis restée quatre ans dans ce service avant de partir vers d'autres entreprises.

Pendant la coupure du midi nous avions une heure et quart pour déjeuner, aussi après avoir mangé à la cantine, avec les collègues, nous nous retrouvions pour boire le café (ou autre) dans les cafés des alentours, à savoir : « le café des Freins », « chez la Bretonne » « le Petit Tonneau » et « la Civette ». Le café des Freins existe toujours, quand au « Petit Tonneau » il est devenu simplement : le « Tonneau »

Je me souviens d'un fou rire mémorable ; nous étions attablés à six ou sept devant ce café face au marchand de cycle qui s'appelait alors BAUMET , arrive un cycliste tenant son vélo à la main et sans la chaîne : « il a **Baumé** sa chaîne ! » M'écriai-je spontanément.

Je crois que cet épisode reflète l'esprit de détente que nous avions pendant la pause. J'ai connu aussi les parties de rami acharnées dans les locaux du comité d'entreprises. Ensuite, détendues, nous pouvions reprendre notre travail de bon cœur.

A l'époque Freinville bourdonnait. Tous les commerces travaillaient indépendamment

des cafés-restaurants il y avait le coiffeur, la librairie-papeterie Bernasconi, le marchand de chaussures, le marchand de confection, les bouchers, épicerie, et bien entendu ... le marchand de cycles ! Beaucoup de personnes en sortant du travail s'approvisionnaient dans ces commerces.

Pour moi l'activité de référence reste le freinage ferroviaire. En effet quoi de plus représentatif que cette *Baleine*. Imaginez l'équivalent d'un train pouvant faire un kilomètre de long représenté par des tuyaux représentant l'intérieur d'une baleine. C'était impressionnant.

Après avoir quitté la Westinghouse j'ai fait ensuite de l'intérim pendant quatre ans avant d'entrer dans une banque où j'ai terminé ma carrière. C'était une banque d'affaires où nous étions particulièrement en relation avec des entreprises postulant et réalisant des marchés dans le monde entier. De ce fait, le travail étant soumis aux fuseaux horaires, tout cela présentait un caractère d'urgence (ouverture des banques étrangères) et du stress (souvent généré par des chefs soucieux de rentabilité.)

J'ai pu comparer les ambiances, les méthodes de travail de différentes entreprises. Je crois que mon attachement à « *la Westing* » est essentiellement affective et sentimentale : personnes de qualité prenant en charge « les nouveaux », rencontre de mon mari, partage de moments de bonheur et de malheur car plus proches les uns des autres. Tout n'était pas idyllique pour autant : plusieurs licenciements collectifs à différentes époques jusqu'à la fermeture définitive de l'usine en décembre 1998.

1963-1998 Témoignage de M André DUPUY.

L'époux de Chrystel, passionnément, prend la parole...

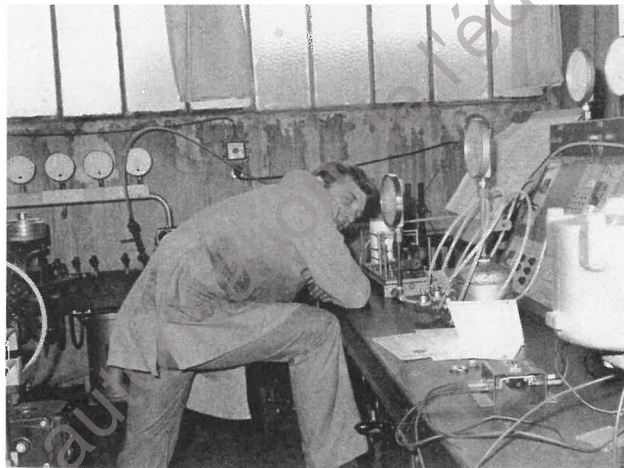
Je suis entré à la société alors dénommée *Compagnie des Freins et Signaux Westinghouse* le 15 Février 1963.

A cette époque, c'était vraiment « l'usine » : ouvriers travaillant en équipe, environ 2.200 personnes, (lorsque je suis parti en 1998 il restait une trentaine de personnes.)

L'usine avait plusieurs pôles d'activités : le « ferroviaire » lié au train, « l'industrie » relatif à l'activité hydraulique (vérin), le freinage automobile « camion », les « redresseurs » relatif

aux chargeurs de batteries (activité transférée au Mans dans les années 65-66), les « compresseurs » - puis les activités ont été concentrées sur le freinage ferroviaire, le freinage automobile et l'industrie..

Avec un C.A.P. d'ajusteur, j'ai commencé au service « essai auto » puis transféré à l'essai « ferroviaire ». Après la fabrication et le montage, il y avait de nombreux matériels à tester dont le célèbre distributeur C3 qui seront installés par la suite sur des wagons fournis à la S.N.C.F.



M DUPUY aux commandes de la baleine en 1966 (Collection privée)

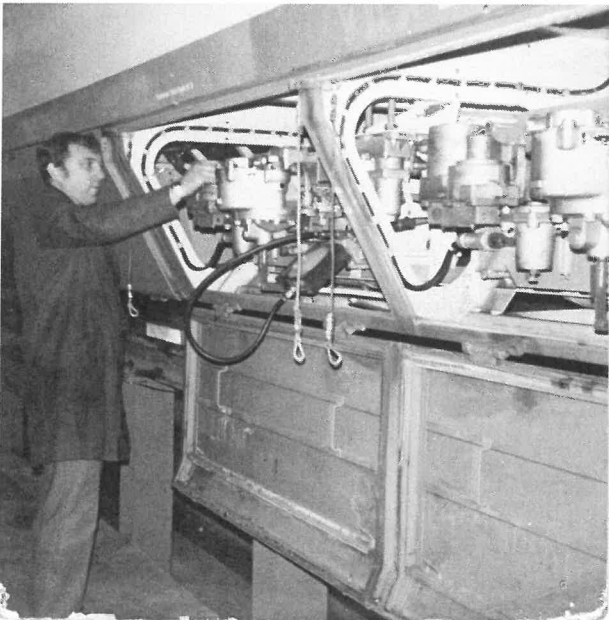
En 1966, j'entrais au service après-vente, service qui était chargé des réparations et des mises au point du matériel installé sur le matériel roulant et étant sous garantie. De ce fait, je fus amené à me déplacer dans toute la France.

Dans les dépôts SNCF, lorsque nous allions sur les voies nous avions une carte de circulation, ensuite c'était à nos risques et périls. Le Bureau d'Organisation du travail SNCF était informé de nos interventions et prenait des dispositions car dans cette profession il y avait des risques ; il fallait être très vigilant, faire attention à ses mains, ses jambes ou les pieds sur les rails car il y avait beaucoup de mouvement de matériels roulants (déplacement de wagons, constitutions de rames pas forcément au courant des personnes qui travaillaient sous les wagons). Certains matériaux de freinage étaient lourds à manipuler (environ 50 kg) surtout à mettre en place, parfois à deux.

Chez les constructeurs de voitures voyageurs, locomotives, wagons et de locotracteurs pour l'industrie tels que : *Carel et Fouché* à Gaillon, *Brissonneau et Lotz* à la Rochelle, *de Dietrich* à Reischoffen, *C.I.M.T.* à Valenciennes, *Alsthom* à Belfort, ou encore locotracteur *Decauville* à Corbeil-Essonnes et *Moyse* à la Courneuve.

Il y eu également de longs déplacements pour le métro de Lille, de Lyon, Bruxelles et de Marseille ainsi que le tramway de Nantes

La mise au point du système de freinage du TGV (voir photo ci-dessous). J'y restais jusqu'en 1988.



M DUPUY à l'ouvrage pour le TGV (Collection privée)

En 1988 donc, je prenais en charge le service réparations, à l'usine. Les appareils hors garantie y revenaient pour réparation. Il fallait établir les devis chiffrés et les soumettre aux divers clients avant remise en état, puis après réparation, s'occuper de l'emballage et de l'envoi chez les clients ; travail assez dur car fait avec de moins en moins de personnel.

Entre temps, il y avait eu différentes modifications des structures de la société, passées par les différents noms de Cie des freins et Signaux Westinghouse, puis WABCO-Westinghouse, puis SAB-WABCO avec transfert de différentes activités vers le Mans pour les chargeurs, vers Claye-Souilly pour le freinage « automobile » et pour Amiens après reprise de la société par S.A.B. Ces différentes modifications ont été malheureusement accompagnées de licenciements collectifs, pour aboutir en 1998 à 30 personnes.

Je suis resté jusqu'à la fin. La fermeture de cette usine a été pour moi un déchirement : j'y avais passé 36 ans et j'aimais cette entreprise.

Il a fallu assister, voir les ferrailleurs « vider l'usine », emmener les matériels de productions puis s'attaquer aux différents services, mobilier de bureau, service entretien (ce service était chargé comme son nom l'indique de l'entretien de l'usine excepté la maçonnerie qui

était confiée à une entreprise extérieure), mais l'électricité, le matériel d'usine, l'usinage, le cadmiage, le chromage, le nickelage, le chauffage, la plomberie, la peinture où toutes sortes de travaux y compris panneaux d'affichage y étaient réalisés. Tout cela par des « ouvriers d'entretien » qualifiés pour toutes ces tâches. Il y avait tellement de stocks de matériaux différents y compris la peinture « contre-torpilleur » pour ceux qui connaissent, qu'il a fallu quinze jours pour vider ce service entretien...

J'ai racheté la bibliothèque qui était dans le bureau du chef du personnel : meuble symbolique...



Locaux à l'abandon (photo J-P Desthuiliers)

Lors du démantèlement des locaux nous avons trouvé, sous le quai du service « expédition » un bon millier de masques à gaz nominatifs datant de la dernière guerre.

Les distractions

Ma femme n'a pas souvenir au début de son embauche du comité d'entreprise ni de ses activités. Le comité d'entreprise avait des activités sportives, dont le cyclotourisme, club de pétanque, football. Je faisais partie de l'équipe qui évoluait le samedi (et je jouais également le dimanche dans un autre club... au grand déplaisir de ma femme.)

Notre fils est né en mai 1968 (cet événement tellement essentiel pour moi a fait passer dans l'ombre les autres événements « mineurs » de mai 1968). Nous avons alors eu un autre rapport avec le C.E. fêtes de Noël, chèques vacances... il y avait également l'organisation de voyages, de sorties ; et puis une bibliothèque, une discothèque. ◻

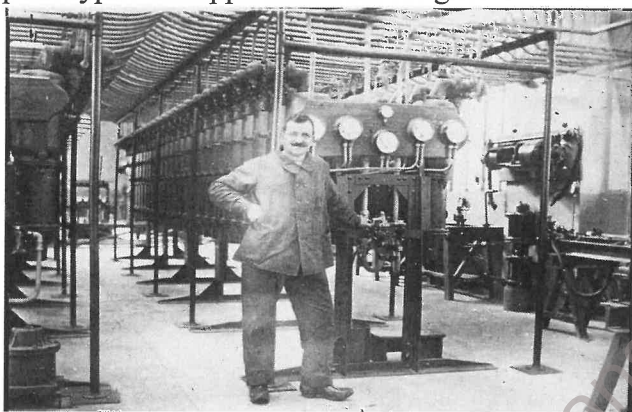
³ Sources : Entretiens avec M et Mme DUPUY

Une baleine au bord de l'Ourcq ?

Avec elle, on est bien loin du fumeux crocodile des années 1980.

par Bernard FOREST

Parlons-en de la baleine. Etait-ce un animal niché au cœur des ateliers. Etait-ce la mascotte de l'entreprise élevée secrètement et amoureusement dans un bâtiment ? Que d'interrogations pour les profanes ! Et bien non, Monsieur Dupuy m'a initié « à la chose » et m'a confié que cette baleine était tout simplement un banc d'essai pour tester les prototypes des appareils de freinage ferroviaire.



La Baleine originale début XX^{ème} (Collection SHVS)

La voix de Monsieur Dupuy vibre encore au souvenir de ces moments lorsqu'il me raconte ses approches professionnelles auprès de cette imposante machine. Ce technicien me parle de distributeurs, de presse boutons PDL2, de cylindres de freins, de conduite générale, de

boggies, de réservoirs, de compresseurs. Bref, cela est compliqué pour l'amateur mais compréhensible pour le curieux des techniques et l'amoureux des trains.

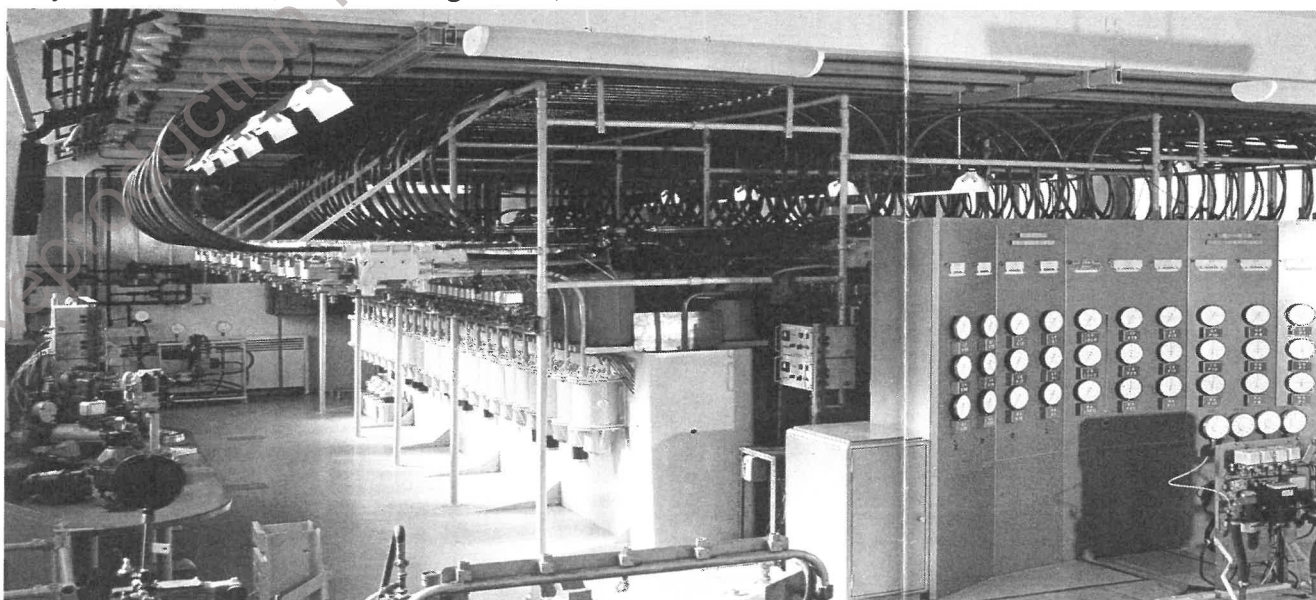
Mais, surpris, je découvre qu'il existait une deuxième baleine moins utilisée. Monsieur Dupuy m'explique que cette baleine nommée « à vide » représentait un convoi à voies métriques, convoi destiné à l'Afrique.

J'apprends que le freinage des trains se fait soit avec un circuit sous pression que l'on vide pour freiner, soit avec un circuit sous vide que l'on remplit d'air pour obtenir le freinage du convoi.

Pour André, tout cela pris fin en 1998 mais l'oreille du pro détecte toujours les tacs-tacs des RER de passage, bruit qui signale une anomalie de pression, non dangereuse évidemment.

Je quitte donc notre ami André Dupuy, moins bête, car maintenant je sais que l'on peut freiner soit avec pression, soit sous vide !

Décidément, cette usine née naguère aux confins de la commune, loin de nous, à l'orée du bois, est morte en laissant à l'air libre ses outillages, ses savoirs faire, lors de son éventration dans une certaine indifférence des étrangers au quartier de Freinville. ◼



La Baleine modernisée fin XX^{ème} siècle (Document Westinghouse, collection particulière, cliché SHVS)

Mes années à la C.F.S.W.

De 1964 à 1972, parcours d'un ingénieur à la « Westing ».

par Jean-Pierre DESTHULLIERS

Avertissement : cette relation n'engage que moi. Si je donne des noms, merci de bien comprendre qu'il s'agit de personnes au sujet desquelles je formule des jugements positifs. Les faits que je relate ne peuvent en rien être considérés comme confidentiels, ou de nature à péjorer leur réputation.

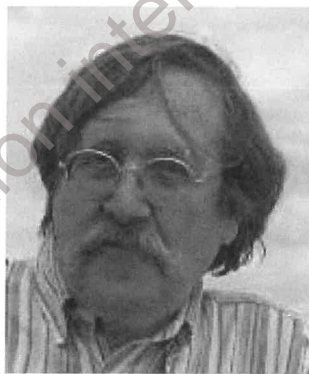
JPD

Je connaissais la Westinghouse bien avant ce jour d'octobre 1964 où je signai mon contrat.

Deux de mes parents y avaient travaillé : Jean SERRIERE, un de mes quatre oncles, ingénieur électricien, avant la guerre, et Maurice COGIS, un de mes dix-sept cousins et mon parrain, tourneur sur bois, pendant la guerre.

J'avais utilisé à la maison du matériel Westinghouse, et tout particulièrement des redresseurs de courant alternatif, lorsque j'étais lycéen puis étudiant, pour construire des circuits expérimentaux.

Mes lectures, y compris celle des aventures d'Arsène Lupin, ainsi que de l'encyclopédie Quillet héritée de mon grand-père paternel, m'avaient mis le Westinghouse à l'oreille.



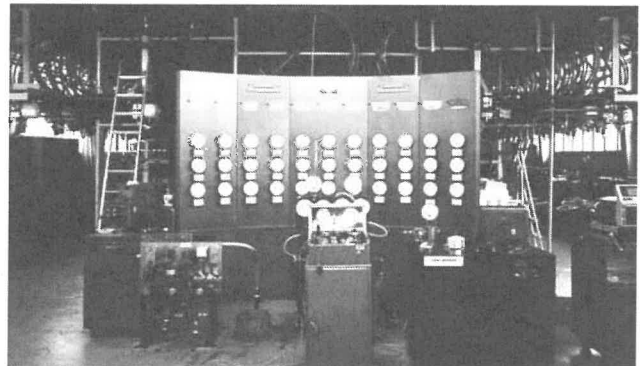
J-P DESTHULLIERS

Diplômé de l'actuel ISAE-ENSICA en 1962, je décidai, début octobre 1964, de quitter Nord-Aviation, au motif de l'impossibilité de trouver une place stable à la cantine d'entreprise, ce qui me faisait jeûner un jour sur deux. Quinze jours plus tard, j'eus à choisir entre une embauche chez Procter et Gamble, et un poste chez Westinghouse.

Je fus reçu à Sevran par José LEVY, ingénieur Supélec et chef du service des essais. L'entreprise connaissait des déboires sérieux avec un nouvel organe de freinage ferroviaire, le bloc-frein P60, installé sur des locomotives de nouvelle génération, les CC 40100. Elle cherchait un ingénieur capable de « débloquer » une situation techniquement et commercialement délicate. « Débloquer » est le mot adéquat. Du fait de la conception de l'architecture du bloc, le dispositif de rattrapage des jeux liés à l'usure lente de la semelle de frein, activé par les vibrations engendrées par le freinage, venait de manière intempestive empêcher tout desserrage.

Telle fut ma première mission. Pour dénouer cet écheveau systémique, je fis construire un simulateur de « fin de freinage » et décidai qu'il convenait, non de renforcer la structure du bloc-frein, mais au contraire de l'alléger pour la rendre plus « souple ». Conclusion en apparence paradoxale. Mais sa mise en œuvre fut efficace. Cette campagne me donna l'occasion d'essais en circulation sur Lille-Paris, avec en prime l'apprentissage de la conduite de la CC 40100...

Pendant près de dix-huit mois, je fus donc un des ingénieurs-manipulateurs affecté à « La Baleine », que je considérais non comme une maquette de train mais plutôt comme un calculateur analogique.



Le pupitre de la Baleine

(Document Westinghouse, Collection particulière)

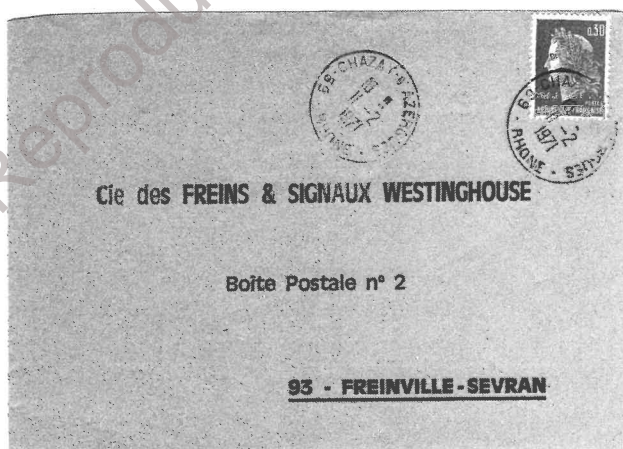
C'est ainsi que je travaillais sur des équipements destinés à la SNCF, y compris freins de voie, asservissement du freinage à la

charge, performances potentielle d'un ralentissement aérodynamique du TGV, et à la RATP, nos principaux clients.

Je m'intéressai aussi à la méthodologie des essais, à la bonne rédaction des rapports – désireux de prendre en compte les recommandations de François RICHAUDEAU sur la lisibilité des textes et les apports de Jacques BERTIN en matière de sémiologie graphique -, et à l'écoute des clients internes et externes de nos activités. José LEVY, après m'avoir confié des missions transverses à l'ensemble des laboratoires d'essai qui composaient son service, fit de moi son adjoint ès-méthodes.

Quelques mois plus tard, il fut chargé de prendre en main l'animation et la gestion de la Division Signalisation. A son départ, il me légua la responsabilité des activités « méthodes et moyens de mesure et d'essai », et j'inaugurai une nouvelle période de mon activité professionnelle. Responsabilité d'une équipe, d'un budget, de la fourniture aux divers laboratoires d'essai, d'une logistique techniquement performante, incluant la formation des opérateurs et l'adéquation avec les manières de faire des bureaux d'étude et des unités de production.

Ce fut ma première expérience de management. Le rôle de cette unité s'élargit progressivement, d'avril 1966 à début 1968 : méthodes de calcul, achat et procédures d'emploi des premiers ordinateurs dits scientifiques - calculateur Programma 101 d'Olivetti -, prospective technologique, documentation technique – je reçus un jour à ce titre un courrier adressé à « Monsieur Frein, Compagnie des Signaux »... - .



(Document Westinghouse, Collection SHVS)

Pendant ces années, je continuai à collaborer avec José LÉVY, moi lui donnant mon point de vue et mes suggestions sur ses actions de réorganisation au sein de la Division Signalisation, et lui m'enrichissant de son expérience sur les bonnes manières en matière d'innovation, et me servant de référence et de recommandation au sein de l'entreprise pour mes diverses initiatives.

Mes recherches personnelles, et en particulier mon intérêt pour la fluidique (logique pneumatique) se concrétisèrent par quelques prises de brevet, source de souvenirs insolites : aller à l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique payer un dollar – non remboursable sur frais de mission - pour avoir le droit de jurer sur la Bible être l'inventeur du dispositif décrit dans la notice.

Simultanément, je m'engageai, courant 1965, avec deux autres jeunes ingénieurs, bientôt rejoints par une dizaine d'autres, dans une action interne visant à dépasser le cloisonnement entre métiers, fonctions et directions. Il s'agissait pour nous de développer la cohésion entre les équipes, de vivre notre métier de cadre avec le meilleur équilibre possible entre exercice sain de l'autorité et reconnaissance active des idées et savoir-faire de nos collaborateurs. Sans compter l'ouverture vers l'extérieur, les clients, les concurrents, dont l'organisation en place nous isolait.

Ce mouvement tenta d'agir à la fois avec les précautions voulues pour ne pas faire peur, et la détermination requise pour sortir du domaine des souhaits.

Je ne sais pas si, aujourd'hui, dans une entreprise de même effectif et nature, des jeunes qui lanceraient une telle aventure auraient de la part de la haute hiérarchie un accueil aussi adulte. Bien qu'il nous ait été dit que notre projet était « de la dynamite », nombreux furent alors les cadres supérieurs qui l'accueillirent avec une exigeante bienveillance.

En mars 1968, désireux d'approfondir la dimension recherche de mon activité, et pas très motivé par le fonctionnement d'une équipe préparant la mise en place d'un système de gestion informatique de l'entreprise, où je représentais la Direction Technique, je décidai d'aller travailler chez BERTIN au développement de la fluidique.

Mai 1968 me trouva donc en position ambiguë : à la fois sur le départ et très impliqué dans cette tentative colorée et insolite de prise de recul par rapport à des pratiques professionnelles que j'aspirais à voir évoluer.

Pendant la période de suspension d'activité, je fus investi, avec trois autres, de la mission de représenter les cadres de l'entreprise auprès de la Direction Générale. Je n'avais jamais eu l'occasion d'en apprendre tant, en quelques jours, sur le fonctionnement global d'une entreprise multinationale. Et je découvris à cette occasion que les modes de management que nous avions, quelques autres et moi, découverts par tâtonnement expérimental étaient fort bien décrits dans des manuels rédigés au sein de la maison mère... et restés en diffusion confidentielle.

Ce fut José LÉVY qui, persévérant dans ses vues, obtint que ma démission soit considérée comme périmée du fait des circonstances (Mai 1968 fut un *Cygne noir*¹ dans pas mal de destins individuels), et me fit rejoindre le Département des Equipement Automobiles, comme responsable de l'organisation.

La fluidique ayant perdu assez rapidement la compétition qui l'opposa à l'association [commandes électropneumatiques + ordinateurs], je n'eus pas à regretter cette décision. A moins que...

Une seconde carrière commença. Je commençai par m'initier aux charmes de la Business Review, et par piloter l'intégration dans Freinville des services qui migraient depuis la rue de la Paix. Assez vite, ma production écrite demandant l'assistance minutieuse d'une professionnelle, Chrystel DUPUY vint installer son bureau face au mien.

Quelques mois plus tard, assumant les conséquences d'un ensemble de recommandations organisationnelles quant au fonctionnement de ce Département, je pris en charge la responsabilité de ce qui fut nommé, de manière neutre, Services Généraux. En bref, tout ce qui n'était pas incontournable technique ou fondamentalement commercial.

Je siégeai alors au comité de Direction du Département, dirigé par Pierre-Louis MOULIN, aux côtés du Directeur Commercial, et du Directeur Technique, José LÉVY.

Mon impression – mais d'autres peuvent penser autrement - est que nous fîmes ensemble du bon travail.

D'abord, la plus grande franchise, et une complicité qui transcendait les différences d'âge, gouverna nos relations.

Ensuite nous fîmes tous réellement animés par le désir d'apporter à nos clients, première monte comme entretien et rechange, y-compris ceux du tout nouveau marché du freinage des véhicules agricoles -le réseau Westagro en complément du réseau Autowest- les équipements les plus performants en matière de sûreté de fonctionnement et de sécurité des circulations, joints à un service de bon niveau, le tout à un coût raisonnable.

Enfin nous eûmes la volonté de faire de notre Département un lieu où il ferait bon vivre et travailler. Donc de proposer, dans le cadre de nos contraintes de budget, des outils et moyens plutôt modernes, associés à des méthodes de travail les moins stressantes possible, clarifiant les responsabilités et proposant un référentiel commun de normes intérieures.

Ma propre équipe m'apporta beaucoup de satisfactions dans ce domaine. La fidélité de Chrystel DUPUY et sa capacité à discuter avec réalisme des plus farfelues de mes initiatives me fut précieuse. Je ne peux oublier d'autres figures, qu'il s'agisse d'anciens de l'entreprise apportant avec confiance leurs retours d'expérience, ou de nouveaux venus parfois dérangement mais toujours obstinément constructifs.

En 1971, une nouvelle organisation de l'entreprise, visant à la filialisation des trois activités principales, Ferroviaire, Automobile et Industrielle, destinées à terme à devenir Sociétés de plein droit, nous fût proposée. J'y participai en faisant de la transmission d'expérience, mais fis jouer une clause de réserve morale, estimant que la décision prise au sujet du choix du patron de l'entité Automobile, si honorable et compétent fût-il par ailleurs à titre personnel, ne correspondait pas assez à mes propres attentes en matière de style de management. Je quittai courant 1972

¹ La théorie dite du *cygne noir*, due à Nassim Nicholas Taleb, expose que même si un événement raisonnablement imprévisible a tout naturellement une faible probabilité de survenir, il a en revanche, quand il se réalise, des conséquences d'une portée très importante.

Westinghouse, pour devenir contrôleur de gestion chez Rank-Xérox France.

Pour conclure, j'insiste sur trois points :

-les huit années passées chez Westinghouse font partie des **bons souvenirs** de ma vie professionnelle. A la fois apprentissage concret du métier de cadre, champ d'expériences, et surtout lieu de rencontre avec des personnes sortant un peu de l'ordinaire.

-l'entreprise, à l'époque où j'ai contribué à son fonctionnement et à ses résultats, était, je le crois, **une entreprise globalement saine**, tant au plan technique (*les produits n'étaient pas des gadgets, mais des équipements de bonne qualité et d'utilité essentielle*) et commercial qu'humain. Elle avait une histoire, des projets, son personnel était plutôt bien intégré dans le tissu social et économique local.

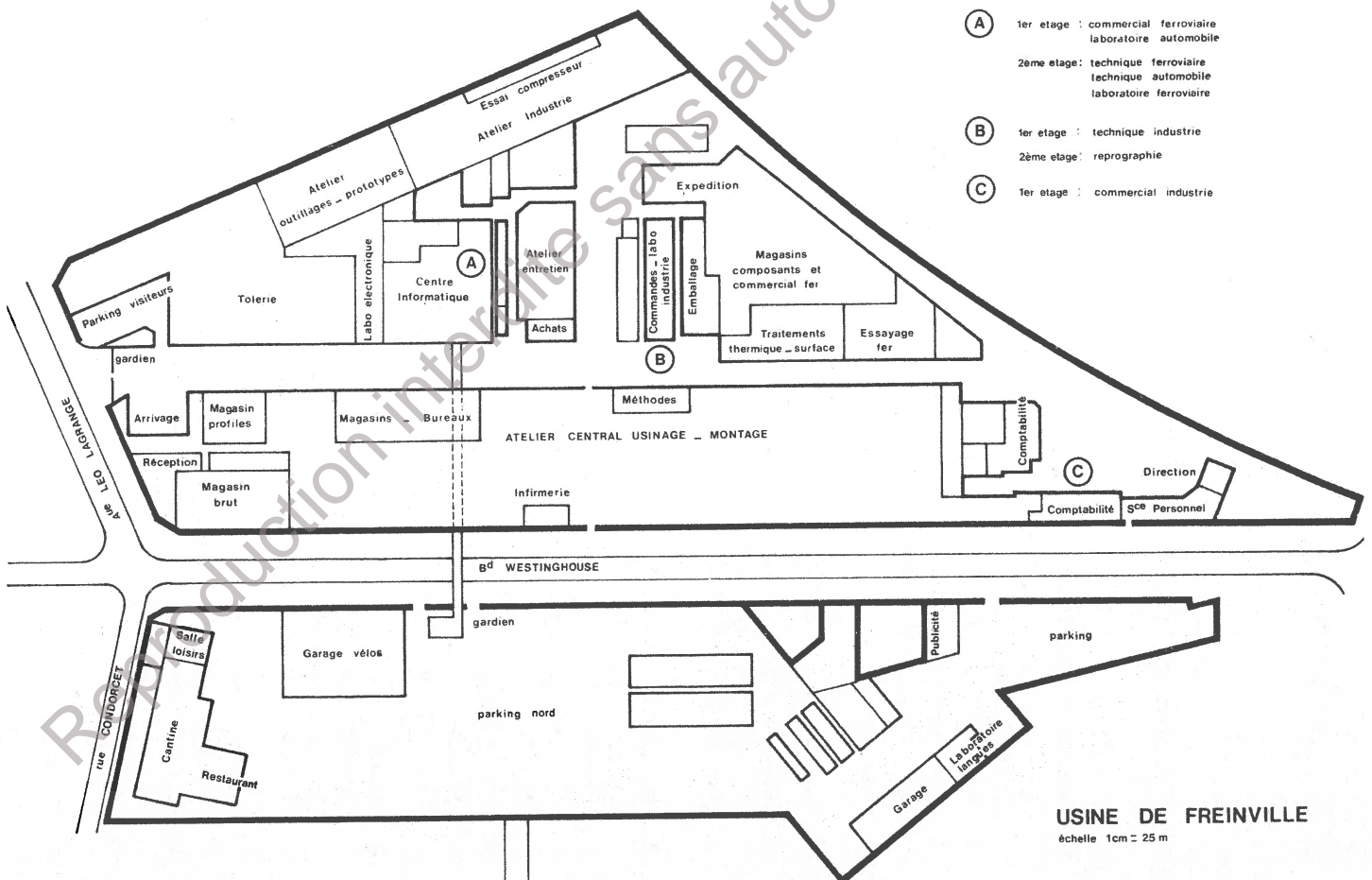
-pour tout jeune ingénieur, **la rencontre élective** avec un aîné plus expérimenté, et ce fut

mon cas avec José LEVY, qui simultanément lui accorde une confiance active et valorise son savoir-être autant que ses savoir-faire, est à la fois une chance et une responsabilité. Il faut être à la hauteur de l'estime de l'autre, surtout si dans certaines circonstances elle semble à autrui inconditionnelle. Il faut aussi ne pas oublier que cette manière de faire et d'être peut être, doit être reprise à son propre compte...

Pour en savoir plus, d'autres informations sur sa perception de la CFSW et sur qui s'y est passé sont disponibles sur le site et sur le blog de Jean-Pierre DESTHULLIERS :

<http://www.adamantane.net/itineraire/entreprises/westinghouse>

<http://www.adamantane.org/categorie-10366973.html>



Plan de l'usine dans les années 1970 (Document Westinghouse, collection particulière, cliché SHVS)

Démantèlement de la « Westing » , le point de vue syndical.

Contribution à l'histoire de l'entreprise WABCO

Par Michel RONDEAU

Mon entrée dans l'entreprise Westinghouse Air Brake Company eut lieu en mars 1971 comme dessinateur projeteur. Je devins chef d'études en 1981.

Un détachement syndical me fut accordé en février 1983 à l'union des ingénieurs cadres et techniciens de la fédération de la métallurgie CGT, avec maintien aux effectifs de l'entreprise et rémunération partielle.

Je quittais l'entreprise en septembre 1985, licencié dans le cadre d'un des plans de suppressions d'emplois

Au début des années 1970 les possibilités de changer d'employeurs étaient naturelles.

Je quittais un établissement FERRODO du Bourget qui transférait ces activités près de Trappes dans les Yvelines, alors que je venais de m'installer à Sevran. Ma recherche d'un nouvel emploi m'ouvrait deux possibilités dans le secteur, Rank-Xerox à Aulnay et Westinghouse à Sevran.



Michel RONDEAU

Derrière 1968, mon choix c'est fait à partir du statut et de l'ambiance sociale : d'un côté la CISL s'affichait comme le syndicat dominant, de l'autre un syndicalisme réel avec une CGT ouvrière bien implantée et un acquis social : une échelle mobile des salaires qui permettait tous les trois mois des augmentations de salaires correspondant à l'augmentation des prix.

Au fil des années, j'ai eu des responsabilités syndicales comme élu délégué du personnel et au comité d'entreprise. Et j'ai contribué à développer un syndicalisme CGT parmi les catégories que je représentais : techniciens et ingénieurs.

En 1975 nous étions en particulier confrontés à une bataille avec le patronat de la métallurgie pour faire reconnaître les qualifications.

A partir de 1977 la Westinghouse a vécu ce qui s'est produit dans toute l'industrie : la

recherche d'une rentabilité financière élevée avec une stratégie de mondialisation des activités. Ce ne sont plus les directeurs industriels qui dirigent, mais les financiers.

Les pressions sont fortes pour procéder à des suppressions d'emploi, alors que rien ne le justifie tant au plan de l'activité que des résultats.

Alors que l'entreprise, dans son ensemble formait une entité équilibrée et efficace avec ses trois grands secteurs d'activité : vérins hydrauliques, freinage ferroviaire et freinage poids-lourd, avec un atelier central d'usinage qui intégrait des machines à commande numérique qui permettait avec souplesse de répondre aux différents besoins d'activité.

Au niveau financier, l'établissement a toujours dégagé des résultats. Tous les investissements étaient réalisés par autofinancement, aucun apport financier n'était apporté par l'actionnaire American-Standard. Au contraire celui-ci ne faisait qu'encaisser les dividendes.

Westinghouse était aussi très révélatrice de l'efficacité industrielle reconnue de la France par les liens qui existaient avec des entreprises publiques comme la SNCF, RATP ou Renault-Véhicules-Industriels.

Cela se traduisait par des échanges, des contrôles depuis les études jusqu'à la production sur la base de normes et qui faisaient en particulier de la branche ferroviaire française la référence mondiale dans le groupe.

Cette dynamique permettait en effet d'être bien placée au plan international.

Seul ou sous traitant pour les équipements de freinage d'un groupe comme ALSTOM, nous avons contribué à une série de réalisations dans de nombreux pays : métros, voitures, wagons, gares de triage.

Mais la fuite en avant dans l'accroissement des profits (quadruplement des dividendes en 1977) sur la base de dogmes financiers découpant l'entreprise en morceaux pour cerner les taux de profit par produit en externalisant, en abandonnant ceux jugés moins

rentables, en recomposant des activités au plan international.

Les débats et les actions menées au plan syndical ont dénoncé cette stratégie qui générerait des abandons d'activités et d'emplois et risquait de conduire à la fermeture de l'entreprise.



(Collection particulière)

Un combat unitaire a été mené pendant plusieurs années, avec des actions auprès des pouvoirs publics pour que ceux-ci refusent l'autorisation d'éclatement juridique de l'entreprise en trois sociétés. Un dossier unitaire établi par l'ensemble des organisations syndicales et le comité central d'entreprise est réalisé en juin 1978, «Wabco-Westinghouse : le projet de restructuration et ses conséquences».

Durant quatre ans, l'équilibre de l'entreprise est rongé par l'objectif d'éclatement des activités décidées par le groupe américain mais auquel s'opposent les luttes menées avec le personnel toutes ces années.

La municipalité de Sevrans avec son maire Bernard Vergnaud, le député Robert Ballanger puis François Asensi soutiendront les luttes locales et démarches auprès du préfet et des ministères.

Mais dans les mois qui précèdent l'élection présidentielle de 1981, sous la présidence de Giscard d'Estaing, le feu vert est donné au groupe américain pour une partition de l'entreprise en trois sociétés.

Nous interpellons dès le 11 mai François Mitterrand qui vient d'être élu, pour faire suspendre et annuler avant le 29 juin, date d'autorisation de l'accord ministériel de dislocation de l'entreprise. Mais malgré la mobilisation, les interventions et le dossier industriel, le gouvernement de Pierre Mauroy laissera faire...

C'est aussi lui qui décidera l'année suivante de mettre fin aux accords d'échelle mobile des salaires...

Le groupe américain a les mains libres pour briser ainsi la cohérence de l'entreprise de Sevrans et l'intégrer dans une division mondiale de ses produits :

- les produits ferroviaires et industriels sont placés sous la dépendance opérationnelle de Wabco-USA,
- les produits automobiles n'existant qu'en Europe sont placés sous la dépendance de la société allemande. Les dernières activités de freinage poids lourd encore sur Sevrans sont transférées sur l'établissement de Claye-Souilly.

La société «Industrie» va rapidement être cédée à l'entreprise Pneumélec.

Seule reste alors sur Sevrans la société Westinghouse équipements ferroviaires, avec un atelier d'usinage qui était conçu pour l'ensemble des activités...

C'est aussi une période où le transport marchandise régresse au profit de la route. La SNCF réduit ses commandes de wagons et locomotives que ne compense pas le développement du TGV et des voitures voyageurs.

Les suppressions d'emploi vont se succéder.

Puisque le groupe US abandonnait de fait l'activité ferroviaire en France, une perspective avait été ouverte en constituant autour de notre entreprise un pôle français de freinage ferroviaire associant un ou plusieurs autres constructeurs.

Mais cette conception d'une politique industrielle ne sera jamais prise en compte par les tenants du pouvoir.

A leur façon c'est ce que feront d'autres groupes, non pour y maintenir une activité, mais pour se saisir des savoir-faire et du champ commercial.

Et je n'étais plus dans l'entreprise mais on connaît la suite : Westinghouse équipements ferroviaires va être repris par le groupe suédois SAB, (SAB-WABCO) puis quelques années plus tard (octobre 1984) par le groupe Faiveley qui va transférer dans son établissement d'Amiens les activités et le centre d'essai qui restaient encore en activité à Sevrans.

En quinze ans, l'établissement laissé à l'abandon va passer dans les mains de groupes financiers et immobiliers, mais ceci est une autre histoire.



WESTINGHOUSE, état des lieux.

Extraits d'un entretien publié dans le Mois de Sevrans en Mars 1987

Exhumé par Lucette BOUDIN

Michel JANNIC, un des responsables de l'Union Locale CFDT de Sevrans, salarié de la Westinghouse y a fait le point de la situation de l'emploi à Sevrans après l'Assemblée Générale 1987.

« J'ai passé 19 ans à l'usine Westinghouse de Sevrans, et aujourd'hui avec ces nouveaux licenciements, mon inquiétude est grande de voir disparaître totalement cette entreprise qui a compté il n'y a pas si longtemps encore, près de 2 000 travailleurs. Il n'en restera plus après ces nouveaux licenciements que 276 !

Il semble bien que les Américains, actionnaires majoritaires, aient décidé au niveau mondial de se débarrasser de la branche « équipement ferroviaire ».

N'oublions pas que le patron de la Westinghouse (American Standard) était aussi le patron d'Idéal Standard-Aulnay, entreprise qui a licencié près de 1600 travailleurs en 1974.

En dix ans, avec Idéal Standard, l'Abbaye, KODAK, Miplacol et la Westinghouse, ce sont près de 5000 emplois qui ont disparu.

Il n'y a pas de miracle. On n'a pas su mobiliser nos forces au niveau syndical pour nous opposer réellement aux licenciements, aux charrettes successives.

Notre équipe syndicale C.F.D.T. a été morcelée et éclatée en 1981 lors de la « restructuration » de l'entreprise.

Par la suite, en 1983, nous avons en tant que CFDT négocié les 35 heures, préservant ainsi 62 emplois.

Nous revendiquons la nécessité de relancer la recherche et le développement de l'exportation, seules solutions pour l'avenir de l'entreprise. Les événements par la suite allaient nous donner raison.

En effet, les erreurs de gestion de la direction, l'écroulement du marché ferroviaire en France, l'abandon de la recherche et l'absence de développement à l'export ont entraîné la dégradation de l'entreprise et ont conduit aux licenciements (194 licenciements en 1985, 243 en 1987 !).

Nous avons cependant essayé de négocier avec la Direction ... la mise en place d'un secrétariat de recherche d'emplois et surtout la

mise en place d'un plan social de reclassement pour les personnes licenciées.

Ces licenciements à la Westinghouse touchent aussi l'ensemble des Sevransais.

La vie sociale et l'animation du quartier Freinville et de l'avenue Liégeard en sont les signes les plus visibles. Dans les 5 dernières années, un café-restaurant, un charcutier, un poissonnier, une boutique de vêtements, de chaussures, de jouets et de vêtement pour enfant ont fermé !

C'est la ville qui perd des entrées de la taxe professionnelle. C'est aussi la perte du pouvoir de consommation et d'achat de nombreux travailleurs.

Des entrepreneurs-promoteurs sont déjà sur le coup. Certains espèrent une opération immobilière juteuse. D'autres, la création d'un centre commercial (peu réaliste) ou l'utilisation pour un dépôt industriel.

La Municipalité avec son droit de préemption et le P.O.S. doit avoir son mot à dire. »

Michel JANNIC abordait aussi la situation des autres entreprises sevransaises, par exemple KODAK :

« On peut là encore être légitimement inquiet de l'avenir de KODAK. L'emploi diminue régulièrement. KODAK-Vincennes a fermé. L'embauche à Sevrans est arrêtée : les départs ne sont pas compensés. »

Un quart de siècle plus tard, nous savons ce qu'il est advenu, les grandes entreprises sevransaises qui ont fondé son développement ont toutes disparu de son territoire, y laissant des friches polluées à l'abandon.

La Poudrerie fut transformée par l'État, à moindre coût, sans véritable dépollution, en parc au bénéfice de la population.

La friche KODAK a fait couler beaucoup d'encre (voir l'article de Michel PRIN) et sa transformation aux frais des collectivités est loin d'être terminée.

Westinghouse fait l'objet d'études et d'enquêtes publiques pour son aménagement par des promoteurs sous contrôle de la Ville.

Mais c'en est bien fini de « la Westing' ».



PRESTINOX - S.T.I. - INTERARNAUD - SILEXORE.

*Des entreprises moyennes de quelques dizaines de salariés
ont fait partie du tissu industriel de Sevrans.*

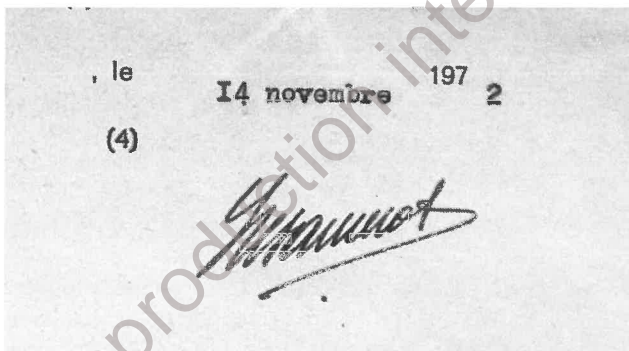
par Gilles BOUDIN

Voici une évocation de l'histoire, très incomplète, de quatre usines.

Pour enrichir cette histoire industrielle de notre ville nous faisons appel à toutes personnes qui pourraient nous faire part de leurs souvenirs ou nous prêter des documents sur ces sociétés (et sur d'autres). Merci d'avance.

Des documents d'archives et les interviews d'anciens salariés ou voisins de ces quatre entreprises ont apporté des éléments de la vie et de l'activité à Sevrans de ces sociétés. C'est ce qui est présenté ici, sachant qu'il y a beaucoup de lacunes et d'imprécisions.

PRESTINOX – S.T.I. – INTERARNAUD ont le même patron fondateur : Monsieur Serge BESANCENOT, né en 1926 à la Courneuve, marié à Louise Hélène TURRA. Il travaille avec Monsieur René VINCHON, beau-père de sa femme et un cousin, Monsieur Philippe BORET.



le 14 novembre 1972
(4)
Serge Besancenot

Signature de M BESANCENOT (doc. AD 93)

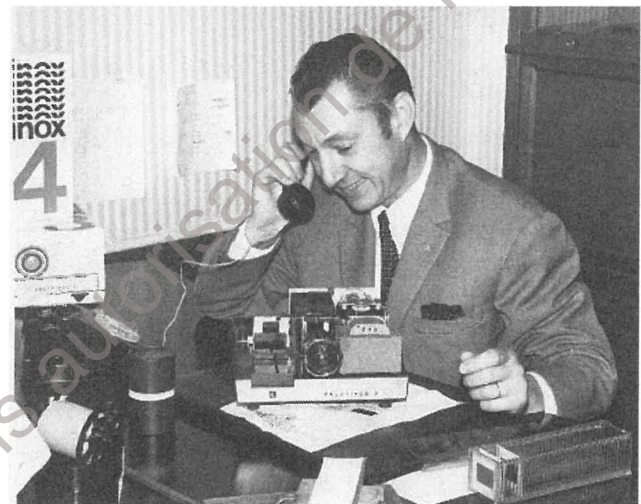
1) PRESTINOX

1959 – Installation à Sevrans

La Société INOX, créée en 1936, fabriquant des projecteurs et accessoires pour la photo, était à Paris, 83 rue du Faubourg St Honoré. INOX commercialise aussi les cuves JOBO pour le développement des photos, dont

René BESANCENOT (le père) avait acheté le brevet.

Le 23 novembre 1959, sur du papier à entête « INOX Besancenot et Cie », Mr BESANCENOT déclare à la préfecture l'installation de ses ateliers à Sevrans. Le siège social est resté à Paris.



Serge Besancenot à son bureau de PRESTINOX
(Collection Famille Besancenot)

Il s'agit du montage d'appareils de projection fixe pour les diapositives, qui n'utilise que de petites machines d'établi (perceuses, sertisseuse de rivets). Il y a aussi une presse de 15 tonnes et un poste de peinture.

C'est le démarrage de l'activité PRESTINOX qui avait un concurrent en Allemagne : SFOM

Un personnel largement féminin.

Environ 80 salariés(es) travaillent à PRESTINOX, les femmes ouvrières des ateliers (monteuses, câbleuses, contrôleuses) et quelques personnes dans les bureaux.

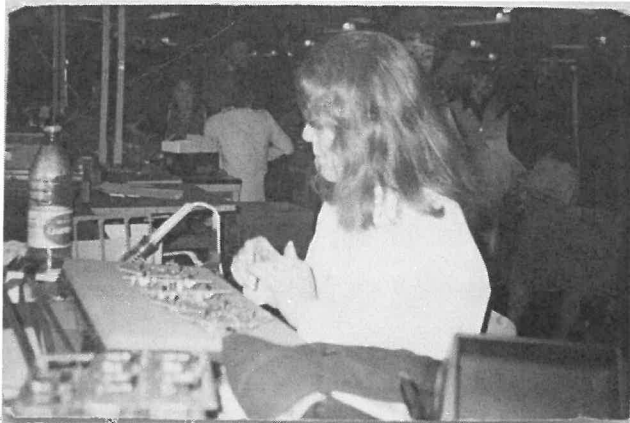
Monsieur René VINCHON (beau-père de Madame BESANCENOT) dirige l'établissement et Monsieur ESCAFE est le chef d'atelier.

Avant PRESTINOX René VINCHON travaillait chez KODAK. Il était chef au service des produits révélateurs.

De l'autre côté de la rue, la société avait

un local, au n° 6, qui servait de vestiaire et de réfectoire pour ceux et celles qui apportaient leur repas de midi. Mais beaucoup, habitant à proximité, rentraient déjeuner à la maison.

Au rez-de-chaussée il y avait un petit atelier d'entretien et réparation.



Atelier de câblage (collection SHVS)

Les voisins se plaignent.

En avril 1962, le contrôleur des établissements classés se rend chez Monsieur PREVOST qui vient d'acheter un magasin de mercerie, 15 avenue de Livry. La vendeuse avait adressé une plainte pour des bruits et odeurs émanant de l'usine. Madame PREVOST dit qu'elle n'a perçu aucune gêne, Monsieur THOMAS, le contrôleur constate qu'il n'y a pas d'odeur mais un faible bourdonnement produit par l'aspirateur des cabines de peinture.

A l'usine, on l'informe des aménagements qui ont été réalisés pour atténuer le bruit de cet aspirateur. Monsieur BERAUD adjoint technique de la mairie lui dit « que des fuites de gaz se sont produites dans un immeuble en face de l'usine et des voisins les avaient imputés aux établissements Besancenot ».



En tête de papier à lettre Inox (doc. AD 93 cliché SHVS)

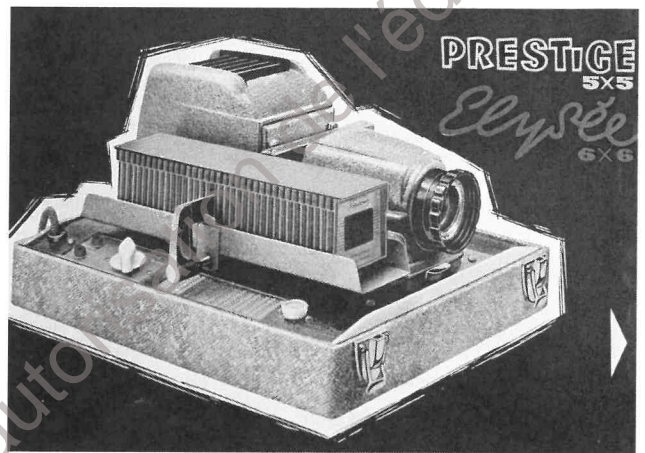
Il y a une autre plainte concernant les

odeurs. Pour y remédier la société a rehaussé une cheminée qui dépasse maintenant les immeubles et modifié l'orientation des auvents. Monsieur THOMAS le constate le 4 mai 1964.

Aujourd'hui, des voisins disent se souvenir du bruit produit par une presse.

Le nom PRESTINOX.

En mai 1964, la préfecture parle toujours des établissements « Besancenot », mais c'est peut-être en 1963 que la société a pris le nom de PRESTINOX.



Projecteur Prestige (document AD 93 cliché SHVS)

INOX ÉCLAIR 300 - 500
 a double soufflerie par turbine électrique 125 et 230 Volts
 with double air blowing by means of an electrical turbine - 125 and 230 Volt
 mit doppelwirkendem Gebläse, umschaltbar von 125 auf 230 Volt

s'équipe à votre choix
 en 300-400-500 w

2 MODÈLES A VOTRE SERVICE

INOX ÉCLAIR 24 x 36 : Livré avec optique ROUSSEL de 100 mm, passe-voix 24 x 36 (voix-orienté), regard électrique assorti, regard le passe-voix automatique INOXMATIC et des projecteurs classiques. Le passe-voix INOX orientable pour les vues verticales et horizontales en 18 x 24 et 24 x 36.

INOX ÉCLAIR BI-FORMAT 6 x 6 et 24 x 36 : Livré avec optique ROUSSEL de 127 mm, passe-voix 6 x 6 et regard électrique assorti, regarde le 24 x 36 par simple échange du passe-voix ou en y adaptant INOXMATIC 24 x 36 ou le passe-voix INOX.

On y retrouve « INOX » : nom de la société à l'origine.

Et un des projecteurs fabriqués s'appelait « Prestige ». Y a t il un lien ?

PRESTINOX déménagement

En 1972-1973, pour avoir plus d'espace, l'entreprise construit une nouvelle usine plus vaste, mieux aménagée à Villepinte, route de Tremblay. Les activités de Sevran commencent à y être transférées. En 1976, d'autres bâtiments voient le jour à Villepinte et bientôt PRESTINOX aura complètement quitté Sevran.

Les locaux du 5 rue Edouard Sylvestre seront utilisés plus tard par l'association ESSOR, devenue depuis un ITEP (Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique) qui prend en charge des jeunes en difficultés comportementales. Cet institut est maintenant installé dans la zone d'activité Bernard VERGNAUD.

Le site de PRESTINOX est vendu en 2004 pour être transformé en appartements.

Un hold-up à Villepinte

En avril 1978, quatre hommes armés et cagoulés entrent dans les bureaux. L'un d'eux prend Mme PERROUD en otage et la conduit au standard, tandis que les autres fouillent le bureau de la caisse. Ils y volent 2000 francs et repartent dans leur voiture avec ce maigre butin.

C'était le jour de paye et ils n'avaient pas vu que Mr VINCHON était dans l'atelier, faisant la distribution des enveloppes qu'il portait dans une caisse en bois.



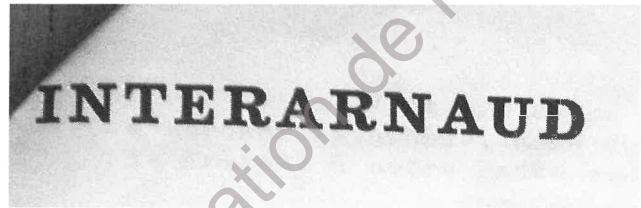
3-5 rue Edouard Sylvestre, emplacement de l'usine

La fin de PRESTINOX

L'usine de Villepinte a employé jusqu'à 400 salariés. Elle produit 150 000 projecteurs par an en 1980. La moitié est exportée, jusqu'au Japon.

Dès 1990 les difficultés économiques commencent. En octobre 1992, la liquidation judiciaire étant prononcée, l'activité cesse. PRESTINOX disparaît.

2) INTERARNAUD – S.T.I. (Société de Technique et d'Industrie).



En tête de papier à lettre INTERARNAUD (document AD 93)

Arrivée à Sevran vers 1968/1970, la société INTERARNAUD s'installe au 77-81 rue Hoche, à l'angle du chemin de la Voirie des Trèfles. Avant il y avait là une menuiserie.

Le PDG est Monsieur BESANCENOT. L'usine produit de petites pièces métalliques par découpage et emboutissage et des objets en matières plastiques coulées dans des moules métalliques. Ces moules sont fabriqués par une filiale, S.T.I., installée dans les mêmes locaux.

Des litiges avec l'administration ⁽¹⁾

Le 3 novembre 1972 la préfecture reproche à Monsieur HILLION, directeur d'INTERARNAUD, de ne pas avoir fait les déclarations et demande d'autorisation d'ouverture d'un établissement classé en 2ème et 3ème catégorie et exige la régularisation dans les 15 jours. Le 16 novembre, Monsieur HILLION dépose le dossier avec une lettre de Monsieur BESANCENOT qui ne parle que de la fabrication de petites pièces métalliques.

Des nuisances, des pétitions

L'usine travaille la nuit. Les presses à découper sont très bruyantes. Les voisins se plaignent et font circuler des pétitions.

(1) les entreprises susceptibles de produire des nuisances : bruits, odeurs, fumées, risques d'incendie... doivent demander l'autorisation d'exercer leurs activités et sont classées en catégories. Ces catégories déterminent

leurs obligations pour limiter les nuisances et assurer la sécurité.

Un arrêté préfectoral du 11 octobre 1973 interdit le découpage des métaux sur presses par chocs mécaniques, d'autant plus que la société n'avait pas les autorisations nécessaires.

INTERARNAUD demande une tolérance de cette activité, le jour seulement, pendant un an, délai nécessaire pour que l'usine soit transférée à Villepinte. Cette poursuite de l'activité assurerait la stabilité du personnel d'INTERARNAUD et de PRESTINOX qui utilise les pièces fournies par INTERARNAUD.



Entrée de l'usine STI (photo parue in Dialogue nov 1987)

Après avis favorable du maire de Sevran, de l'inspecteur des établissements classés, du directeur de l'équipement, la tolérance est accordée, avec des conditions strictes de fonctionnement.

Finalement INTERARNAUD quitte Sevran le 1^{er} septembre 1975 pour s'installer à Saumur en Maine et Loire.

3) S.T.I. (Société de Technique et d'Industrie)



En tête papier à lettre STI 1985 (doc. AD 93 cliché SHVS)

S.T.I. reste seule dans les locaux laissés par le départ d'INTERARNAUD. Elle ne les occupe que partiellement. Madame Besancenot en est le PDG.

Une fabrique de moules métalliques.

32 personnes y travaillent en 1987. Ces

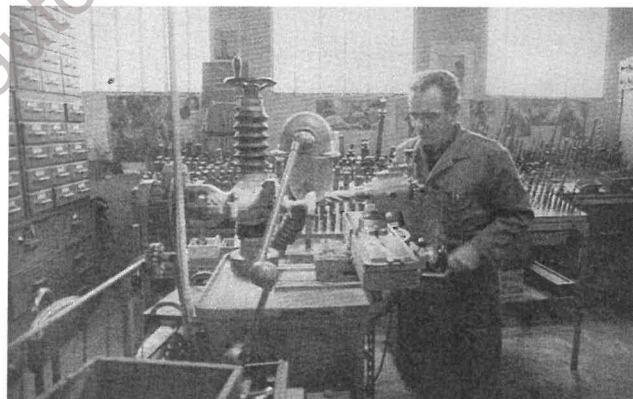
moules réalisés par S.T.I. servent à la production d'objets en matières plastiques (résines thermoplastiques).

Ces objets sont très variés : tableaux de bord et autres accessoires d'automobiles (Citroën, Peugeot, Renault), des pièces pour les projecteurs PRESTINOX, des boîtiers de téléviseurs, de luminaires, des sièges de jardin....

Une partie de la production est exportée en Allemagne, en Angleterre, au Benelux.

C'est un travail de grande précision mécanique pour les tourneurs, fraiseurs, soudeurs, et autres métiers. Les moules, formés de plusieurs pièces, peuvent être de grande taille: 8 tonnes pour une chaise de jardin pesant moins de 1 kilo.

Le 27 mai 1977, une grève éclate à STI sur des revendications d'augmentations de salaires et de maintien de la prime de vacances. Elle dure plusieurs jours. Nous n'en connaissons pas l'aboutissement.



Atelier STI (photo parue in Dialogue Novembre 1987)

Une vingtaine d'années à Sevran

En septembre 1987, le patron se désengage financièrement. Les salariés rachètent les parts de la société. L'activité continue sous la direction de Monsieur Franck DESHOURS qui était le technico-commercial.

Mais cela ne dure pas. L'usine ferme dans les années suivantes.

Le 5 novembre 1991 la liquidation de la STI est publiée, suite à une procédure judiciaire démarrée en juin

Alors il n'y a plus d'entreprises du groupe BESANCENOT à Sevran.

4) SILEXORE

Etablissement L. VAN MALDEREN

Cette société dont le siège est 6 cité

Malherbes Paris, possédait en 1947 deux usines : l'une à Avignon, l'autre à Sevran.

En 1962, il y en avait quatre nouvelles : Longueil Sainte Marie (Oise), Louvain (Belgique), Casablanca (Maroc), Madrid (Espagne).

L'en-tête de son papier à lettre présente trois produits :

SILEXORE : peinture pétrifiante

Peinture SILEXINE : la pierre sur tout

SILIMAT : dure à l'usure, douce au toucher

Le nom de ces produits vient probablement du fait qu'ils sont à base de silice, il y a dans l'usine un silo de stockage de silice.



Titre d'une notice SILEXORE (collection SHVS)

L'usine de Sevran

Le 16 novembre 1937, elle obtient un classement en 1^{ère} et 2^{ème} classe (1) pour une fabrique de vernis avec cuisson d'huile. C'est sans doute le moment de son installation, près



Vue aérienne de l'usine Silexore, (collection particulière)

de la gare de Sevran, entre le chemin de fer et le canal.

Elle ne porte pas le nom de SILEXORE, mais : « Etablissements L. VAN MALDEREN », à l'adresse : 1 boulevard de l'Ourcq, Sevran.

C'est toujours sous ce nom, qu'en 1947, le directeur Maurice JURQUET demande un certificat de classement pour la construction d'une citerne d'essence.

Un plan daté du 19 janvier 1948 présente l'ensemble des usines de Sevran des Etablissements L. VAN MALDEREN SILEXORE.



Du train on voit encore l'inscription SILEXORE SILEXINE (Collection SHVS)

Deux silos de 100 m3 pour le stockage de la craie et de la silice (matières premières pour la fabrication de SILEXORE) sont construits en

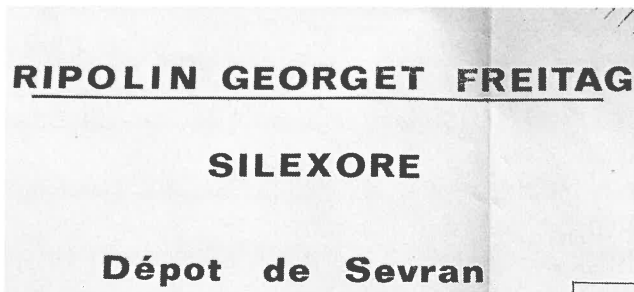
1962, André JULIENNE étant le directeur de l'usine de Sevran.

Pendant l'occupation allemande des ouvriers de SILEXORE ont été envoyés à l'aéroport de Cormeilles-en-Vexin pour y faire des travaux de peinture, à la demande des allemands.

34 ans à Sevrans

L'usine cesse son activité en septembre 1971. Elle s'appelait alors : RIPOLIN-GEORGET-FREITAG-SILEXORE

La date de cette reprise par le groupe RIPOLIN ne nous est pas connue à ce jour.



Nom de SILEXORE sur un plan de 1971 (Document AD 93)

Dans les locaux libérés, la Société OXY-METAL-FINISHING-FRANCE a installé un entrepôt de produits chimiques dès la fin de 1971.

Sur le boulevard de Stalingrad, les Etablissements CONSTANTIN et Cie auraient continué la vente des produits SILEXORE après la fermeture de l'usine.

En 1980, divers commerces et activités y sont implantés:

Imprimerie GCB,

Jouets Tinky,

Royal Gel,

Ets. Bernard Courbot,

Eurosol SA Sols industriels,

Sur le boulevard de Stalingrad, les Etablissements CONSTANTIN et Cie sont un

négoce de matériaux pour le bâtiment et d'engins de chantier, jusque vers 1990. La mairie de Sevrans y installera les gardes urbains et la bibliothèque centrale.

Des restes encore visibles

On voit toujours sur le boulevard de Stalingrad le bâtiment avec un fronton qui recevait les produits finis et les matières premières avec son quai pour les camions. A coté, à gauche, se trouvent le bâtiment de production de Silexine, puis celui de SILEXORE.

Au fond de la cour, le bâtiment carré, ancienne maison bourgeoise avant l'installation de l'usine, était celui des bureaux et du laboratoire.

Autour de la cour les ateliers actuels ont sans doute peu changé depuis SILEXORE.



Sources :

pour PRESTINOX STI INTERARNAUD :

AD 93 : 1612W47 Etablissements insalubres,

AD 93 : 20 W 31 listes électorales,

www easy droit : Conseil d'Etat 28 avril 1993,

Bodacc

Dialogue novembre 1987,

Le mois de Sevrans juillet 1977,

Service urbanisme de la mairie de Villepinte,

Interviews : M Roger DIDIER, M Roger CHAPUIS,

Mme PIETE, Mme PEROUD,

Mme Corinne MADRANGE, Mr LECOLLE,

Mr et Mme DUPONT, Mme Marie-Madeleine BAKO,

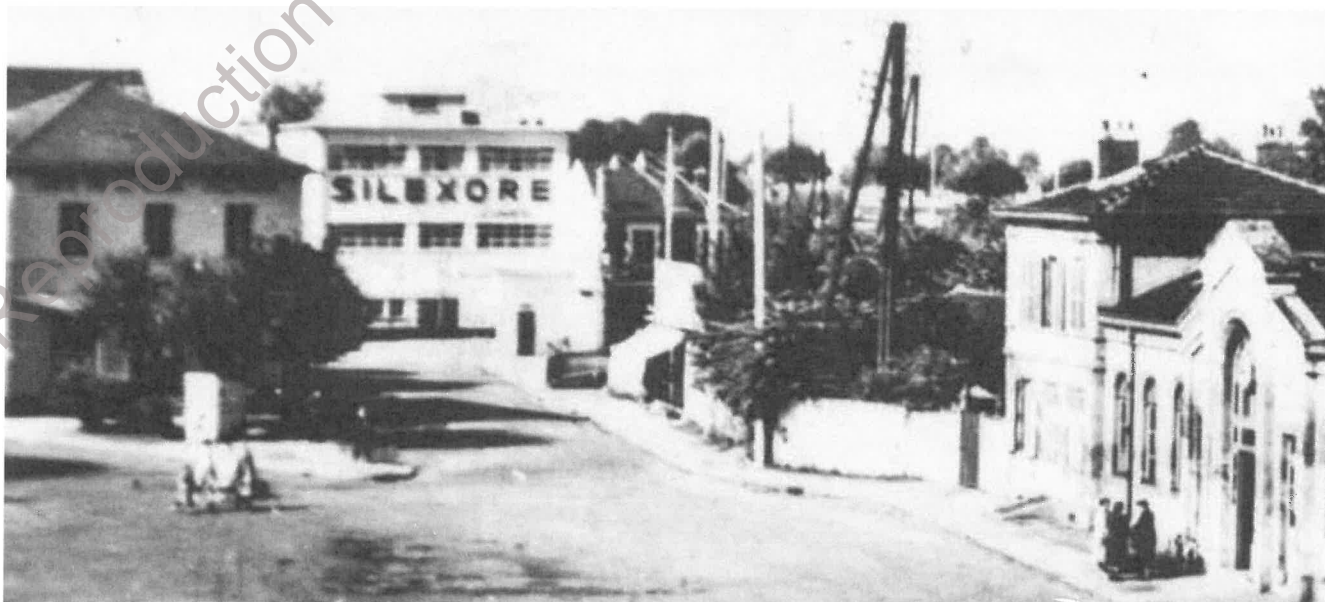
Famille BESANCENOT, M BOUQUIN.

Pour SILEXORE :

AD 93 : 1382 W 276, Etablissements insalubres

Interview : D. MOUGIN

Archives municipales de Sevrans.



Façade de l'usine sur la rue de la Gare (collection particulière)

2000-2010 RETENIR LE TEMPS QUI PASSE...

Hier c'était KODAK, aujourd'hui c'est Westinghouse... et demain ?

par Christiane RANOUIL

Quel sera le vieux site qui tombera sous les coups de cette machine infernale qui écrase, qui broie, ouvrant sans cesse ses puissantes mâchoires pour tout anéantir, pour tout détruire... Un pan de mur qui tombe : « *c'était mon bureau ! C'était mon atelier ! Ma cantine ! Une grange !* »

Inexorablement le temps passe, le temps court, et ce qui était hier l'indispensable se trouve aujourd'hui englouti par la modernité, la vie se déroule autrement.

Nous historiens sommes là pour recueillir les derniers soupirs de ces sites chargés d'histoires, faire jaillir une dernière fois la vie qui animait ces lieux, la vie de milliers d'hommes de notre Sevrans qui en un temps en ont fait l'histoire, et la figer pour toujours.

Vous souvenez vous ? la ferme de Montceuleux.

Cette vieille bâtisse chargée de notre histoire agraire qui semblait traverser, stoïque, la nuit des temps ; elle aussi fut mangée par la bête infernale il y a tout juste dix ans.



Au soir de son anéantissement, sous un ciel orageux, nous sommes allés sur les lieux, à la recherche du temps perdu.

Et cela m'avait inspiré cet écrit que je trouve bon, dix ans après, de vous faire partager.

*« Tôt ce matin les bulldozers sont venus.
Tes vieux murs attendaient, ils savaient.
Ils savaient que le sort en était jeté.
Un millénaire ce n'est pas rien !
C'était ton âge. Il était temps...
Temps de quitter la plaine.
Temps de quitter tes champs.
L'an 2000 était là. Il lui fallait la place.
Quand on se fait trop vieux,
On ne peut plus lutter ...*

*Lentement, inexorablement,
Les machines ont fait leur travail ...*

*Maintenant c'est le soir ;
Un lourd soir de juin.
L'orage menace et cependant sur tes ruines
règne un calme étrange, irréel.
Ton âme est encore là, elle se repose.
Elle se repose de ce travail millénaire,
jour après jour recommencé.
Depuis les moines de Saint Martin des
champs en robe de bure,
aux générations de fermiers qui leur ont
succédé ;
Eux aussi sont tous là.*

*Il nous faut garder ta mémoire avant que tu
ne disparaisses.
Demain le sol sera nivelé, il sera trop tard.
Nous cherchons, nous cherchons,
arrachant à la pierre toute pantelante,
Un crochet qui ne veut pas venir,
Trouvant avec émotion la corne dont*

*l'appel résonna tant de fois dans le soir,
le vieux clou rouillé,
La pièce de bois sans nom qui garde la
main d'homme,
Le heurtoir de la porte,
Un pavé de ta cour foulé par tant de pieds...
Tous ces petits trésors seront conservés en
ta mémoire, Montcelleux
pour te raconter aux générations futures.*

Non, MONTCELLEUX

Tu ne pourras jamais mourir. »

« Non Montcelleux, tu ne pourras jamais mourir ! ». C'était le 16 Juin 2000... Qu'en est-il aujourd'hui ? Ta terre est toujours en sommeil, mais s'échappant de cet enclos de tôle qui n'a pu la contenir, la vie jaillissait en grappes bleues ce printemps 2010.



Aujourd'hui la glycine survit (photo Ranouil)



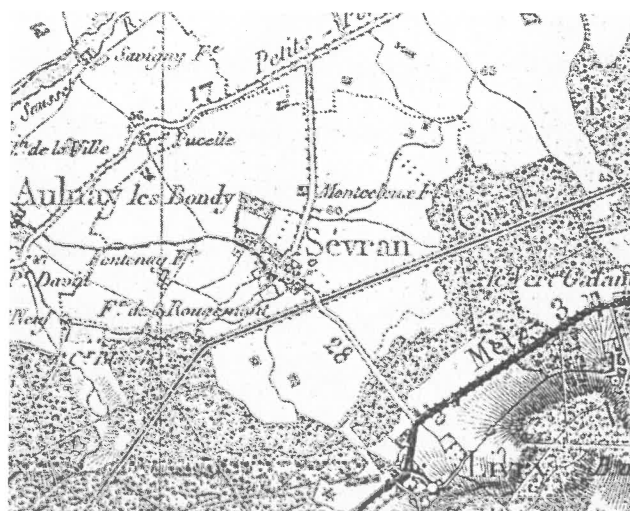
Façade rue Gabriel-Péri en 2000 (photo Ranouil)

Qui a-t-il derrière l'enclos. Entre deux tôles mal jointes ou déjà écartées par quelque curieux, je regarde. C'est le silence, la nature déjà reprend ses droits, la nature jolie qui a posé un tapis vert sur la cour jadis si bruyante, si odorante, la nature jolie qui a fait pousser des arbrisseaux à la place du vieux corps de ferme, la nature qui nous montre que la vie continue, différente. Mais quel que soit ton sort futur, même si les souvenirs s'effacent un jour, au plus profond de ta terre, secrètement restera à jamais gravé ton nom : *Montcelleux*.



La cour n'est plus qu'une friche (photo Ranouil)

Et puis, il restera toujours ces vieilles cartes d'un autre temps, interrogées par les générations futures, elles livreront des noms, des lieux : Les Beaudottes, Fontenay le Bel, Rougemont, Montcelleux... Non, Montcelleux, toi et tes sœurs, vieilles fermes de Sevran, vous resterez à jamais dans les mémoires



Les fermes autrefois (collection SHVS)

KODAK a pris ses « clics » et ses « clacs »...

... la suite : *Un projet peut en cacher un autre*

par Michel PRIN

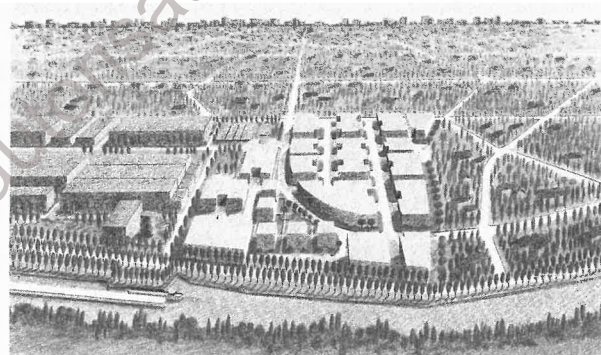
Dans notre précédente revue de « Mémoires d'Hier et d'Aujourd'hui » n° 18, octobre 2009, pages 19 à 23, nous avons raconté pourquoi et comment KODAK-PATHÉ a fermé son laboratoire photographique de SEVRAN. L'article se terminait par : « KODAK était arrivé sur cette clairière de la forêt du Bois du Roi le mercredi 25 mars 1925 par une journée enneigée. Après 70 ans de présence, il laisse une succession de propriétaires, de projets, la pollution et des friches. ». Ce sont ces différents projets que je vais vous raconter.

Lorsque au printemps et au début de l'été 1989, KODAK-PATHÉ a annoncé à la municipalité de Sevrans, à son Comité Central d'Entreprise, puis à son personnel qu'il vendait l'ensemble des 13 hectares de son site sevransais pour 74 millions de francs, il annonçait en même temps qu'il recentrait l'ensemble de ses activités laboratoires et son service après-vente matériel sur les 7 hectares de la partie « est » (à proximité de l'école Victor Hugo) en y devenant locataire. Les 6 autres hectares de la partie « ouest » seraient emménagés par les nouveaux propriétaires en zone d'activité de P.M.I. et de P.M.E. Ainsi, les nouveaux propriétaires des 13 hectares s'assuraient d'une « très bonne opération » dans laquelle KODAK-PATHÉ serait le locataire principal leur garantissant à la fois un bon revenu du loyer et en jouant le rôle de locomotive pour y faire venir des petites et moyennes entreprises et industries.

Qui sont ces nouveaux propriétaires ? Il s'agit de deux groupes, le groupe « COPROR », issu de la « financière D.J.C. » présidé par Jean-Claude DARMOUNI, qui en a été le concepteur.

Le groupe COPROR a des filiales dans la rénovation, la promotion, les lotissements et les entreprises. Il a une filiale importante dans le sud-est de la France : « COPROR-MEDITERRANEE ». Son siège se situe à Boulogne – 92100. Pour mener cette opération

COPROR se groupe avec la société de commercialisation BOURDAIS dont le siège est à Saint-Mandé – 94160. Mais l'opération n'arrive pas à démarrer et vers 1991/1992 COPROR recède 52 666 m² à un autre aménageur, le groupe SAFIR, filiale du groupe René RAZEL dont le siège se situe à Saclay – 91400, pour la somme de 37 millions de francs. Un projet de création d'un parc d'entreprises est en train de naître : « Le parc des Trèfles ». Il est projeté la construction de 42 000 m² de bureaux sur la partie « ouest », opération estimée par les promoteurs à 300 millions de francs.



Projet COPROR 1991 (collection MP)

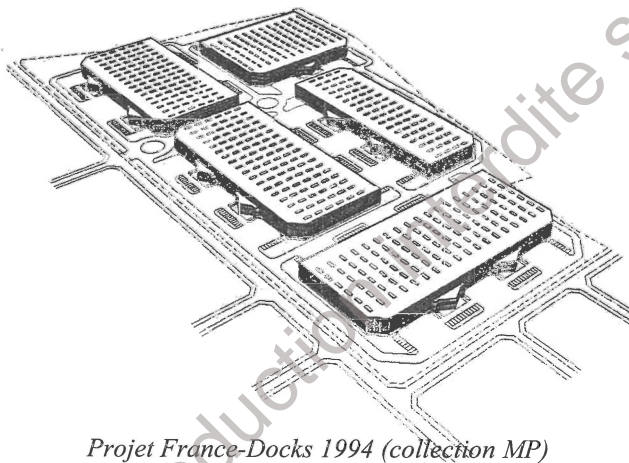
Après un bail de 3 ans (1989-1992), KODAK-PATHÉ annonce à COPROR et à SAFIR son intention de ne pas se maintenir sur le site, information qui est officialisée au C.C.E. de KODAK-PATHÉ le vendredi 13 mai 1992, puis la semaine suivante au maire de Sevrans, Bernard VERGNAUD. Dans un premier temps COPROR et SAFIR décident d'étendre leur projet de « Parc des Trèfles » sur la totalité des 13 hectares en proposant 120 000m² de bâti dont une zone industrielle et commerciale. Info publiée par les journaux « Les Échos » et « Le Moniteur ». Mais sans KODAK sur le site comme garantie de la réussite, coincé entre une zone pavillonnaire et le canal de l'Ourcq, pas d'autoroutes à proximité pour y accéder, etc. Les investisseurs boudent le projet. La friche n'y est que partielle dans les années 1992-1993 puisque KODAK-PATHÉ souhaite prolonger son bail de 3 ans pour y maintenir ses dernières activités du site.

Les conséquences du départ de KODAK ne se font pas attendre pour les 2 groupes. COPROR se retrouve en redressement judiciaire à partir du 28 avril 1994 au Tribunal de Commerce de Nanterre -92000. Un groupe, B.G.C. reprend les terrains de COPROR. Un second groupe, B.T.P. (Banque des Travaux Publics) reprend les terrains de SAFIR « en foncière » pour une estimation entre 15 et 25 millions de francs.

C'est dans ce contexte qu'apparaît en mai 1994 le nom d'un nouvel aménageur proposé par l'administration judiciaire : « SCP – SAUVAN – GOULLETQUER » de Nanterre, chargé de liquider le projet « Le Parc des Trèfles ».

Il s'agit de la société France-DOCKS, créée en mai 1985 à la Courneuve – 93120, et filiale du groupe italien PIRELLI.

Sur son site de la Courneuve se trouve le siège social ainsi qu'une plateforme de logistique de 30 000 m². Elle dispose d'autres sites identiques à Villefranche, Vitrolles, Saint Loubès, Harnes, Corbas... et est en train d'en réaliser une autre à Vierzon devant ouvrir vers 1995-1996.



Projet France-Docks 1994 (collection MP)

Après avoir voulu être « très discret » sur son projet sevranaise, le P.D.G. de France-Docks, Pierangelo PARMA, annonce au maire de Sevrans et au journal « Le PARISIEN », éditions des 6 et 23 février 1995, qu'il souhaite installer sur les 13 hectares de Sevrans une plateforme de stockage de textiles de 60 000 m². Il envisage d'y créer 400 emplois. Cette base sera réalisée en partenariat avec le groupe « BOUYGUES Bâtiment ». Pour le fonctionnement de cette plateforme il annonce un va et vient de 100

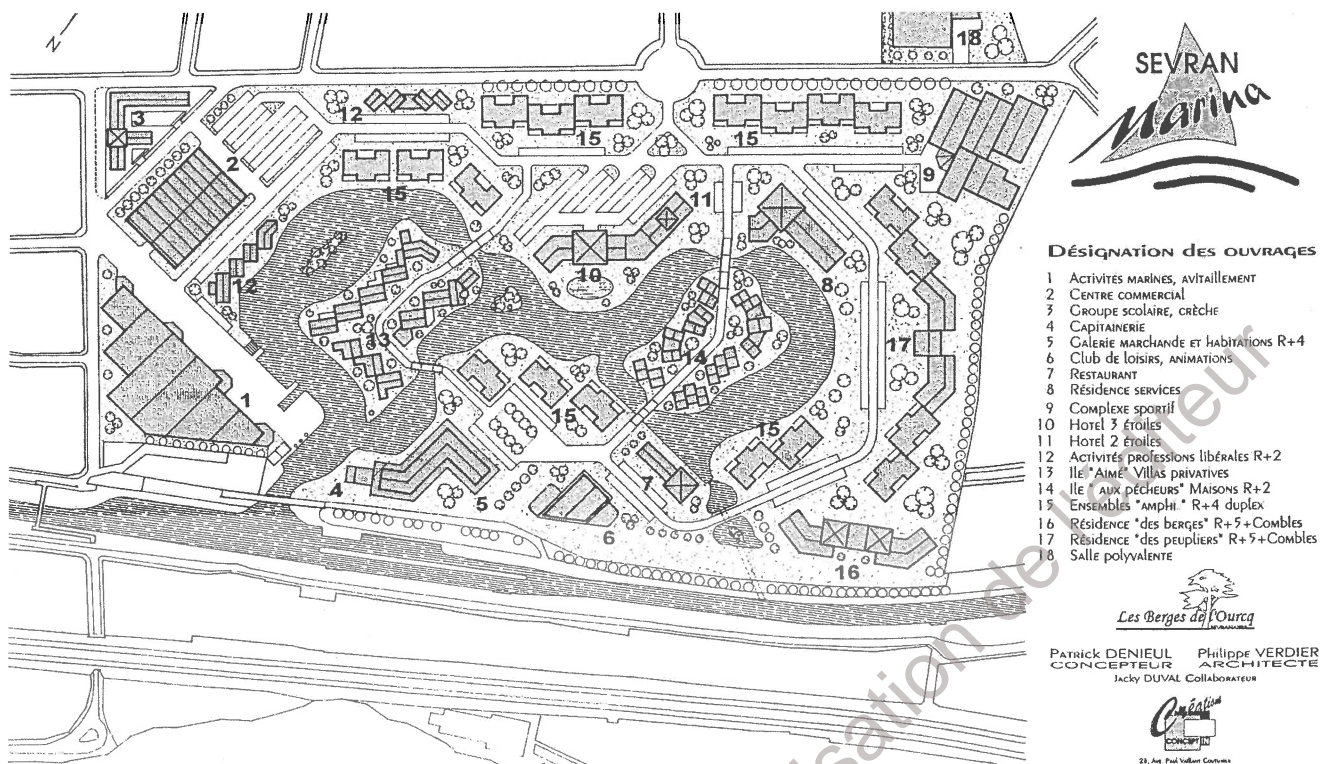
camions semi-remorque par jour circulant dans la zone des Trèfles entre 7h et 19h.. Cette dernière information entraîne l'inquiétude et un fort mécontentement des riverains entre les Trèfles et Freinville. KODAK qui disposait de stocks importants dans le Bâtiment 23, à partir de 1960, avait transféré cette activité sur un autre site à Marne la Vallée, au bord de l'autoroute A 4, vers 1980.

Plus de 150 riverains se rassemblent le mercredi 28 décembre 1994 en assemblée générale et créent l'Association de Défense de l'Environnement de Sevrans Sud, l'A.D.E.S.S., déclarée le lundi 9 janvier 1995 en préfecture. Une autre association, déclarée quelques années avant en Préfecture, le lundi 6 avril 1992, l'Association des Riverains du Canal de l'Ourcq, l'A.R.C.O.S., fait de même contre le projet France-Docks.

Si ces deux associations se déclarent apolitiques, à quelques semaines des élections municipales du dimanche 11 juin 1995, l'affaire France-Docks prend le dessus de la campagne électorale. Tous les candidats prennent position. Dans un laps de temps très court, Bernard VERGNAUD, le maire, et son équipe d'union de la gauche recherchent de nouveaux projets. Un cabinet : « Concept-Archi » de Paris 9^{ème} propose l'implantation d'un Centre de Rééducation et de Réadaptation Fonctionnelle au milieu d'un parc d'espaces verts privé pour le compte d'une société suisse. WALT DISNEY est intéressé aussi par ce site et celui des 35 hectares entre la Butte-Montcelleux et les Sablons pour y implanter des studios pour y tourner des films de cinémas, des séries pour la télé et pour réaliser les dessins animés conçus à Montreuil-sous-Bois.

Nous sommes à quelques semaines de l'élection municipale et il est déjà trop tard pour changer l'état d'esprit des sevransais, surtout qu'un autre projet, la « route des 3 forêts », entraîne aussi une forte contestation dans la ville.

Le dimanche 25 juin 1995, Bernard VERGNAUD laisse son fauteuil de maire à Jacques OUDOT et à la liste « le groupe d'union pour l'Avenir de Sevrans ».



Projet Sevrans-Marina Les Berges de l'Ourcq 1995 (collection MP)

Le nouveau maire annonce qu'il s'oppose à la venue de France-Docks et présente au conseil municipal du jeudi 30 novembre 1995 le lancement d'études préliminaires et le début de concertations en vue de la création d'une nouvelle Z.A.C. sur le site KODAK : « SEVRAN-MARINA », développant le tourisme fluvial avec de l'habitat et du commerce. Une première réunion de concertation est prévue avec les habitants du quartier sud les 20 et 21 décembre 1995 dans le gymnase Victor Hugo, sous forme d'une exposition, et 2 débats les jeudis 21 décembre 1995 et le samedi 13 janvier 1996. Une autre réunion débat a lieu le vendredi 26 janvier 1996 avec les associations A.D.E.S.S. et A.R.C.O.S..

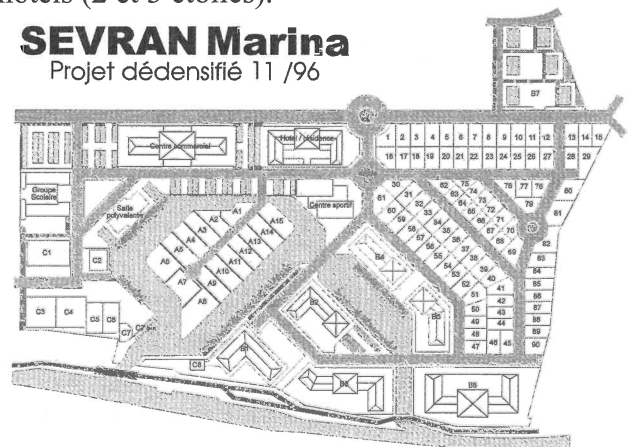
Cette « MARINA » est entièrement conçue et financée par le privé. Les nouveaux propriétaires des terrains, F.G.I. filiale du groupe bancaire « Banque des Travaux Publics - B.T.P. » et le groupe « B.G.C.-CASA DI REPARGNO DI ROMA » sont prêts à revendre les terrains au nouvel aménageur de la Marina : « les Berges de l'Ourcq Sevranaises » dirigé par Patrick DENIEUL dont le siège est à Sevrans. Cette S.N.C. est associée avec « CONCEPT-IN » et le Cabinet d'Architectes Philippe VERDIER du Blanc-Mesnil - 93150.

Le projet de MARINA apparaît dans un

premier temps pour les riverains et pour les deux associations comme un très beau projet qui n'a rien de comparable avec le projet précédent. Il est présenté sous forme d'un port de plaisance capable d'accueillir entre 100 et 150 navires de plaisance, raccordé au Canal de l'Ourcq au niveau de l'écluse de Sevrans. Une capitainerie et 90 habitations individuelles sont prévues sur une île et des résidences R+2 en accession sur les berges de ce port. Le tout dans un cadre privé avec un groupe scolaire, une crèche, un complexe sportif, un grand restaurant et 2 hôtels (2 et 3 étoiles).

SEVRAN Marina

Projet dédensifié 11 /96



Projet Marina évolution 1996 (collection MP)

Mais ce projet grandiose et utopique vire très vite au cauchemar. Le concepteur du projet P. DENIEUL rencontre des oppositions avec la

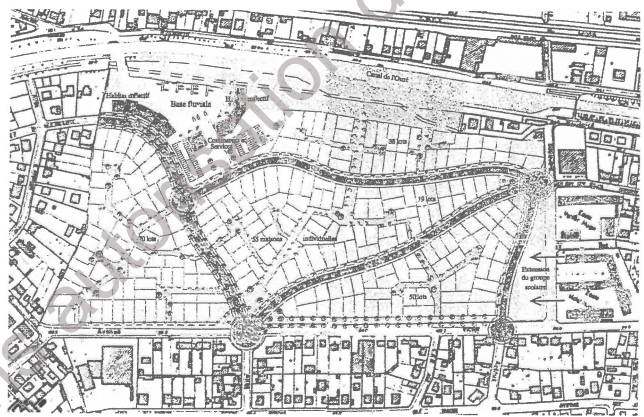
ville de Paris, propriétaire du canal, qui est favorable à étudier le tourisme fluvial sur le canal mais s'inquiète fortement des conséquences que pourrait avoir le creusement du port de cette marina sur le canal et sur la nappe phréatique dans le sous-sol KODAK. A cette époque nous étions très loin de parler des problèmes de pollution sur ce site.

Le maire de Sevrans Jacques OUDOT ne veut pas engager la responsabilité technique et financière de la ville pour cette opération privée sur les conseils de Patrick LEDROIT. Ce monsieur LEDROIT a été mandaté par la ville pour suivre l'ensemble des opérations d'urbanisme de Sevrans et dirige 2 groupes : I.S.I. Développement, et G.E.E.C. (Groupe d'Etude sur l'Espace et la Communication) dont les sièges se trouvent dans le 14^{ème} arrondissement de Paris. Dans les années 1997, c'est la guerre entre les deux Patrick, DENIEUL et LEDROIT. La société « Les Berges de l'Ourcq Sevranaises » est contrainte d'abandonner le projet, ne pouvant plus assurer les financements de ses études et les salaires des personnes employées. Patrick DENIEUL quitte Sevrans définitivement après avoir publié une lettre ouverte en 1997 aux sevransais qu'il communique à la presse. Elle est intitulée « la vérité sur le dossier Sevrans-Marina ».

Déjà, à partir du 21 février 1996, I.S.I. Développement avait organisé une réunion avec la S.A.E.S., les Berges de l'Ourcq Sevranaises, la société Quillery, le G.F.F., et un nouveau venu : « la Société FONCIER-CONSEIL » dont le siège est à ENGHEN-LES-BAINS – 95880. Cette société est une filiale de la Compagnie Générale des Eaux, le P.D.G. de cette société Jacques PAUTIGNY déclare qu'il connaît bien le dossier et qu'il veut faire vite ! Il faut faire oublier cette friche. Il propose un projet en novembre 2000 après plusieurs mois d'études, il s'agit de : « Les Jardins de l'Ourcq ». Plus de plan d'eau, ce programme prévoit 250 lots de terrains libres à bâtir de 370 m² environ pour y réaliser des habitations individuelles, plus un lotissement de 70 maisons individuelles et une zone de petits collectifs et des commerces sur 4 500m². Il propose aussi « d'offrir » à la ville un autre terrain de 4 500m² pour que la ville y construise un groupe scolaire ou un équipement

sportif,...

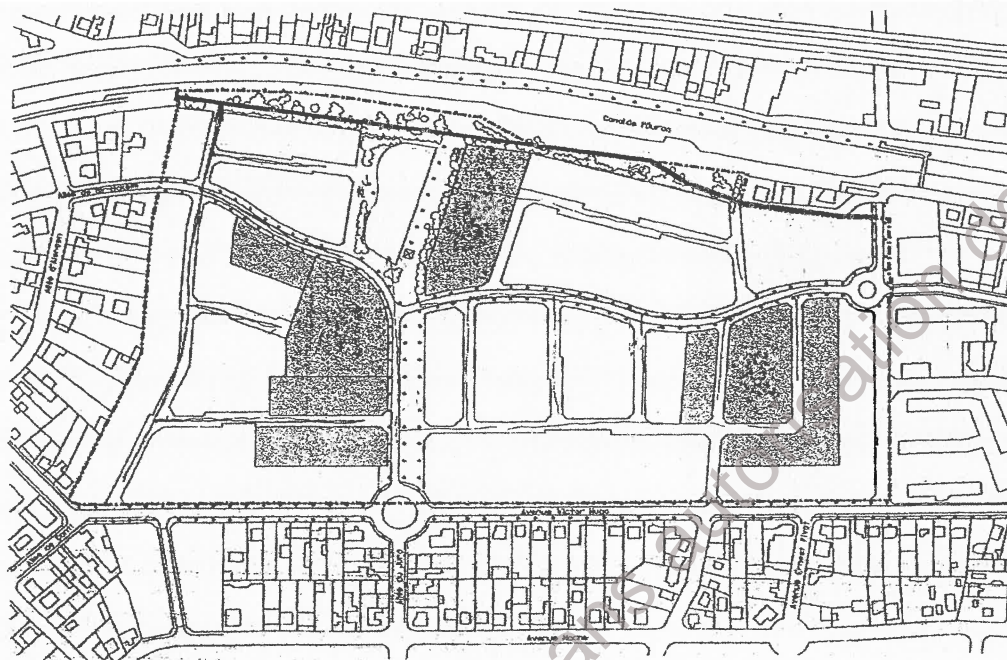
Les années 1996-1997 et 1998 passent très vite. Le maire de Sevrans, Jacques OUDOT veut faire activer la réalisation des « Jardins de l'Ourcq » car les élections municipales du 11 mars 2001 seraient très bien pour poser la première pierre. Pour cela, il compte sur le soutien des deux associations et des habitants du quartier sud. L'A.D.E.S.S. organise le lundi 2 octobre 1999 une réunion publique à laquelle elle invite Monsieur RIMBAUD, délégué régional de Foncier-Conseil pour présenter l'état du projet : début des démolitions en février/mars 2000 et construction des pavillons et des immeubles entre 2001 et 2004.



Projet Foncier-Conseil 1999 (collection MP)

De nombreux anciens de l'usine KODAK de Sevrans, parmi lesquels Marcel MAUNY, le dernier secrétaire du Comité d'Etablissement de Sevrans ainsi que Jean-Paul RAUX, ancien salarié de KODAK, tous les deux riverains de l'usine et adhérents de l'A.D.E.S.S. attirent l'attention auprès des élus et des habitants que sur ce site de nombreux produits chimiques dangereux et toxiques ont été utilisés, en particulier dans les bâtiments du P.C.S. (Produits Chimiques Spéciaux) ainsi que dans les laboratoires photo et films ciné. Les élus de gauche (opposition municipale) demandent au maire J. OUDOT qu'une étude du sol soit entreprise avant toute opération de constructions. Foncier-Conseil fait le nécessaire pour envoyer un technicien, il s'agit de Monsieur LAURENT de la société GEO-EXPERT qui se rend sur le site de KODAK, accompagné de membres du bureau de l'A.D.E.S.S. Ce bureau se réunit le lundi 6 décembre 1999, puis rencontre ensuite le maire le mercredi 15 décembre 1999. Au cours de

l'assemblée générale de l'A.D.E.S.S. qui se tient le samedi 15 janvier 2000 dans le café « le TRIANON » avenue Liégeard dans le quartier de Freinville, de vives craintes nouvelles sont soulevées sur le devenir du projet « les Jardins de l'Ourcq ». Si les terrains sont pollués par des produits chimiques, allons-nous à nouveau nous retrouver avec un projet d'urbanisation bloqué ?



Projet Foncier-Conseil 2000 (collection MP)

La majorité municipale et FONCIER-CONSEIL souhaitent poursuivre le projet, mais le préfet de la Seine-Saint-Denis, après interventions du conseiller régional Jean-François BAILLON, du Conseil général Michel PRIN et du député François ASENSI, ordonne une étude sur la pollution du site KODAK. Le maire R.P.F. Jacques OUDOT est très inquiet sur ce que sera le résultat de l'étude.

Il est question d'amiante dans le bâtiment 23, en plus de la pollution du site. Le journal « Le Parisien » du lundi 24 janvier 2000 fait état de cette pollution. Ce même jour une réunion publique sur la « ZAC KODAK » a lieu à la salle des fêtes de Sevrans, rue Gabriel Péri. L'association A.R.C.O.S. publie en janvier 2000 un journal de quartier sur le thème du site KODAK. Elle titre : « Nouveaux retards en perspective. Elle mentionne comme obstacles l'abandon du plan d'eau et le temps nécessaire à la dépollution. Elle souhaite que le projet soit très vite validé. C'est ce que comptent, aussi

faire le maire de Sevrans et la majorité municipale. Une année avant les élections municipales de mars 2001 pour faire prononcer le conseil municipal sur la validation du projet de Foncier-Conseil. Mais les divisions internes de cette majorité municipale viennent s'ajouter aux déclarations des différents groupes qui composent l'opposition municipale. Plusieurs séances du conseil municipal qui précèdent la

fin de la mandature 1995-2001 se trouvent bloquées. Le maire Jacques OUDOT ne peut faire valider le dossier « les Jardins de l'Ourcq ». Les nouvelles enquêtes sur la pollution confirment les inquiétudes précédentes. Surtout au moment où une école maternelle nommée « Franklin Roosevelt » implantée sur l'an-

cienne usine de KODAK-PATHÉ de Vincennes 94300, avenue des Vignerons, fait en juin 2001, la « Une » de l'actualité.

Comme cela avait été le cas pour Bernard VERGNAUD en juin 1995, le maire Jacques OUDOT est battu aux élections municipales de 2001, et le 25 mars 2001, il doit céder son fauteuil de maire à un nouveau venu Stéphane GATIGNON.

OUI, il y avait de la POLLUTION !

OUI, il y avait de l'AMIANTE !

Le Parisien du mardi 26 octobre 1999 avait écrit : « ...ce terrain a été béni, ... puis maudit... » Le nouveau maire se trouve à être le troisième héritier de ce dossier des friches KODAK. Mais je ne vais pas vous en parler puisqu'il ne fait pas encore parti de l'Histoire de Sevrans.



Sources : archives personnelles de M PRIN.

Michel PRIN était Conseiller général, Maire-adjoint puis Conseiller municipal d'opposition à l'époque de ces projets.

La vie de l'association

par Solen GLEREN.

L'association a organisé sa sortie annuelle le 12 juin 2010 à Guise, dans l'Oise, pour visiter le Familistère Godin.

Nous sommes partis à 7H30 de Sevrans pour arriver à 10H à Bernoville. Dans une ancienne écurie réaménagée, nous avons découvert les jeux picards puis dégusté la bière locale. A midi nous avons déjeuné tous ensemble.



Le restaurant (photo SHVS)

Visite du Familistère Godin

Qu'est-ce que le Familistère Godin ?

Jean-Baptiste-André Godin entreprend la réalisation du Familistère à partir de 1857 pour les familles des employés de la manufacture de poêles et de cuisinières installée à Guise en 1846. Il vient de constater l'échec par les disciples de Charles Fourier de la société de colonisation au Texas, qu'il finançait et dans laquelle il avait fondé l'espoir d'une expérimentation sociale significative. Il s'en remet désormais à ses propres capacités pour donner une réalité au Phalanstère fouriériste. Démocrate et républicain, fouriériste convaincu, il imaginait une société solidaire offrant à tous les équivalents de la richesse.

A côté de la fonderie de Guise, sur les bords de l'Oise, il réalisa pendant la seconde moitié du XIXème siècle le Familistère ou « Palais Social », composé de trois pavillons d'habitation et d'équipements annexes comme la buanderie-piscine, les économats, le jardin d'agrément, les écoles ou encore le théâtre.

(Pour en savoir plus, vous pouvez consulter <http://www.familistere.com>)

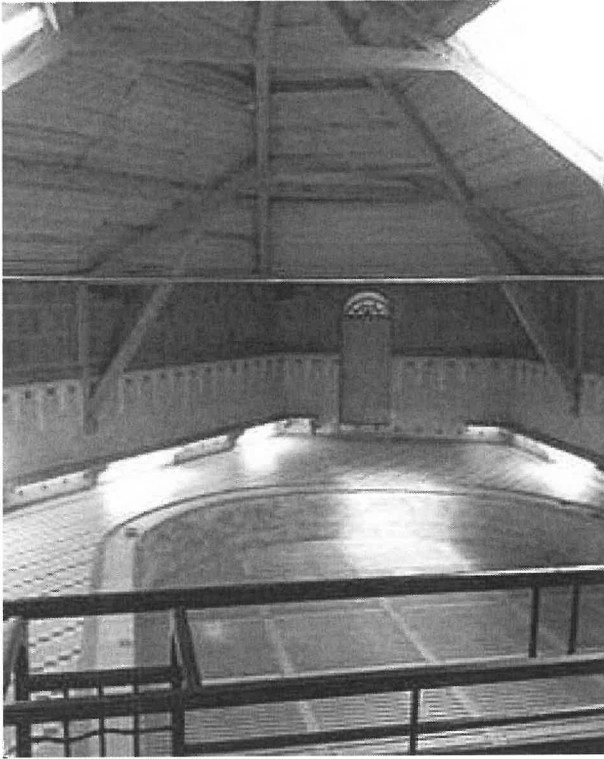
C'est une guide membre d'une association de bénévoles qui nous a fait découvrir cet endroit insolite et méconnu. Au milieu du XIXe siècle, Godin fait bâtir le « familistère ». Le cœur de cette structure est l'école, obligatoire jusqu'à 14 ans, laïque, gratuite et mixte ! Il y a même un théâtre et une bibliothèque.



Entrée du Palais social (photo SHVS)



Statue de Jean-Baptiste Godin (photo SHVS)



La piscine (photo SHVS)

La première partie de la visite s'est faite dans le "Palais social", c'est-à-dire les appartements: une immense verrière permettait à tous les logements d'avoir une lumière naturelle. Au rez-de-chaussée on trouvait des commerces et même une crèche reliée directement au palais. Même les barrières extérieures étaient faites pour qu'un enfant ne puisse pas se coincer la tête entre les barreaux !



Un poêle Godin (photo SHVS)

Nous avons pu visiter ensuite la piscine-lavoir : dans un souci hygiéniste, Godin avait donné la possibilité aux ouvriers, pendant leurs loisirs, d'apprendre à nager. Les femmes venaient laver leur linge grâce aux précurseurs de la machine à laver, une révolution !

Nous avons pu visiter plusieurs appartements qui reconstituaient l'intérieur tel qu'il pouvait être à l'époque de Godin. De magnifiques poêles étaient d'ailleurs exposés.

Nous avons terminé la journée par une dégustation de foies gras et rillettes. Nous sommes ensuite retournés à Sevrans vers 20H30.

JOUR DE FETE A SEVRAN

Dimanche 19 septembre a eu lieu la fête des associations. Comme chaque année la SHVS a tenu un stand de 10H30 à 18H à la Cité des sports qui présentait les revues de l'association ainsi que les initiatives prévues cette année. C'est aussi l'occasion pour rencontrer le public sevransais.

UNE PROMENADE A FREINVILLE

Samedi 25 septembre, nous avons organisé une promenade dans le quartier Freinville. Un parcours d'environ deux heures nous a menés sur les traces d'un quartier modelé par l'installation de l'usine Westinghouse en 1892 puis par celle de la Halte qui permit aux ouvriers comme aux Parisiens de découvrir cette ambiance si particulière.

Les participants pouvaient regarder des cartes postales anciennes qui leur montraient des vues du quartier.

La première étape était l'église Sainte-Elisabeth et l'école Laurençon. Nous avons ensuite traversé la voie du train-tram et parlé de la Halte pour nous arrêter devant le site de Westinghouse. Après avoir observé la plaque en l'honneur des ouvriers morts pendant les deux guerres, gravée sur les faces, nous avons évoqué l'usine en compagnie d'anciens salariés.

Entre passé et avenir, ce lieu est encore imprégné de souvenirs. Mais le quartier garde d'autres traces d'un passé industriel : derrière un portail sur l'allée Richelieu, nous pouvons toujours voir le tracé des wagonnets qui portaient des carrières de gypse pour arriver au déversoir des plâtrières au bord du canal.



Début de la visite devant l'église (photo Michel Prin)

Notre promenade nous a conduits ensuite sur l'avenue Liégeard, véritable cœur du quartier : avec plus de vingt-cinq commerces, deux cafés-restaurants, un cinéma et même un casino, un marché deux fois par semaine, « pourquoi aller à Sevran », disaient autrefois les Freinvillois eux-mêmes ?

C'est à quelques pas que nous avons découvert, nichée au fond de l'impasse Necker, une charmante maison de bois, exemple encore visible des chalets que faisaient construire au début du XXe siècle les Parisiens qui venaient passer le dimanche à la campagne.

Après avoir longé l'avenue Victor Hugo et la friche KODAK jusqu'aux écoles qui accueillent les enfants de Freinville, nous sommes revenus par le bord du canal et l'écluse qui servait aux anciens de passage pour traverser vers le centre, jusqu'à l'église. ■

Erratum : Dans le numéro 28, à la page 7, il s'est glissé une erreur.

En lieu et place de la légende du plan ancien des établissements MIPLACOL, il faut lire "Document conservé aux Archives départementales 93, cliché SHVS" et non pas "Collection SHVS".

En effet ce document appartient aux Archives départementales, et il a été reproduit par la SHVS avec leur autorisation. Nous prions nos lecteurs, ainsi que les services d'archives du département de bien vouloir nous en excuser.

Rappel de quelques sources pour l'histoire locale sevranaise :

Les Annales de Sévran par H.E. LAMAILLE (1890), et le manuscrit de leur 2^{ème} édition revue et augmentée (1900) AD,

Le mémoire de l'instituteur GOFFINET aux Archives Départementales,

Le mémoire de Françoise HUARD aux Archives Départementales,

Le mémoire de Suzanne SPIGAGLIA aux Archives Départementales,

Les Registres paroissiaux, Listes électorales et Recensements aux Archives Départementales,

Le Cadastre de Sevran aux Archives Départementales,

Les Registres paroissiaux et d'Etat-Civil en Mairie et aux Archives Départementales,

Les archives de la Fabrique aux Archives Départementale de Seine-Saint-Denis,

Les Registres paroissiaux de Saint Martin de Sevran,

Les Délibérations du Conseil Municipal aux Archives Communales,

« Le Patrimoine des communes de Seine Saint-Denis », Ed. Flohic 1994,

« La Résistance à Sevran » par Louis BLESY,

« La Résistance en Seine-Saint-Denis » par Joël CLESSE et Sylvie ZAIDMAN 1994,

« Sevran, Villepinte, Tremblay, Roissy dans le passé » par E. SOITEL, Ed. Notre Contrée 1976,

Les Bulletins « En Aulnoye jadis » de la Société Historique du Raincy et du Pays d'Aulnoye,

Les Revues « Mémoires d'hier et d'aujourd'hui » publiées par la Société de l'Histoire et de la Vie à Sevran.

Les articles de cette revue sont le fruit du travail et des recherches de Christiane Ranouil, Lucette Boudin, Solen Gleren, Gilles Boudin, Jacques Mortureux, Bernard Forest et Michel Prin, assistés de quelques autres membres, contributeurs fidèles de notre Société de l'Histoire et de la Vie à Sevran. A eux tous, nous exprimons ici, cette année encore, les plus chaleureux remerciements.

J-P Ferrand ■